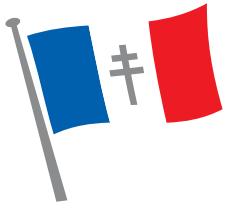


Fondation

de la France Libre



Ceux qui n'ont

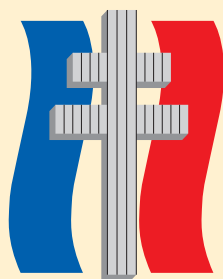
jamais posé

leurs armes

www.france-libre.net

43
Numéro

Sommaire



Revue d'information
trimestrielle de la
Fondation de la
France Libre
Parution : Mars 2012
Numéro 43

La Vie de la Fondation

Le mot du président.	1
Les archives de la France Libre.	1
Troisième Convention générale des participants de la Fondation de la France Libre.	2
Le programme du 70 ^e anniversaire de Bir Hakeim	4
Les 70 ans de Bir Hakeim sur Internet	5

Histoire

De <i>Paris-Soir</i> au groupe <i>Cigognes</i>	6
Documents	14
Trois archéologues au service de la France Libre	16
L'engagement de Raymond Aron dans les Forces françaises libres	19

Livres	21
---------------	-----------

In memoriam	24
--------------------	-----------

Carnet	29
---------------	-----------

Dans les délégations	30
-----------------------------	-----------

Chez nos amis

70 ^e anniversaire de la création du SAS	33
Le site de l'ADFL tisse sa « toile » inter-générationnelle	34

La vie au club	35
-----------------------	-----------

© « BULLETIN DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE ÉDITÉ PAR LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE »

N° commission paritaire : 0212 A 056 24

N° ISSN : 1630-5078

Reconnue d'utilité publique (Décret du 16 juin 1994)

RÉDACTION, ADMINISTRATION, PUBLICITÉ :

59, rue Vergniaud - 75013 Paris

Tél. : 01 53 62 81 82 - Fax : 01 53 62 81 80

E-mail : sylvain.cornil@france-libre.net

VERSEMENTS : CCP Fondation de la France Libre

Paris CCP La Source 42495 11 Z

Prix au N° : 5 Euros

Abonnement annuel : 15 Euros

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement la présente publication - loi du 11 mars 1957 - sans autorisation de l'éditeur. La conception de la croix de Lorraine pour la une de couverture est un copyright © CASALIS, gracieusement mis à la disposition de la Fondation.

MISE EN PAGE, IMPRESSION, ROUTAGE :

Imprimerie MONTLIGEON - 02 33 85 80 00

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2012

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Général Robert BRESSE

RÉDACTEUR EN CHEF : Sylvain CORNIL-FRERROT

CONCEPTION GRAPHIQUE : Bruno RICCI

Le mot du président



L'année 2012 sera pour nous celle du 70^e anniversaire de Bir Hakeim. Après les nécessaires contacts exploratoires, tout se met maintenant en place.

La Fondation et l'Amicale de la 1^{re} DFL ont trouvé partout des interlocuteurs attentifs, à l'Élysée, à l'Éducation nationale et à la Défense. Notre collaboration avec l'ONAC pour la réalisation de l'exposition, avec la société Cinétévé pour le documentaire, avec l'équipe de Lez'Art Com pour le site internet (www.birhakeim.fr) et avec la DMPA pour l'ensemble des célébrations est tout à fait fructueuse.

Je vous donne donc rendez-vous pour la période du 27 mai au 11 juin, partout en France, mais aussi à Tobrouk et Bir Hakeim.

Général Robert Bresse

Les archives de la France Libre

La mémoire de la France Libre passe par la conservation et la mise en valeur de ses archives. Or, pour une grande part, celles-ci demeurent méconnues et inexploitées, isolées dans des collections privées, sans classement.

Afin de soutenir le recueil des archives de la France Libre, la Fondation de la France Libre se dote d'un centre de documentation et de recherches, destiné à les accueillir, les trier, les inventorier et les mettre à disposition des chercheurs.

À terme, ces archives feront l'objet d'un dépôt au Service historique de la Défense.

Les anciens Français Libres et leurs familles qui s'interrogent sur le devenir de leurs archives et souhaitent assurer leur préservation peuvent prendre contact avec la Fondation :

à l'adresse électronique suivante :
sylvain.cornil@france-libre.net

par courrier postal à :
Fondation de la France Libre 59 rue Vergniaud 75013 Paris

Pour la correspondance concernant la revue :
sylvain.cornil@france-libre.net

Troisième Convention générale des participants de la Fondation de la France Libre

7 décembre 2011 – salle des congrès de l'Espace Reully

Cent quatre-vingt-quatorze participants venus de toute la France se sont réunis à Paris pour assister à notre troisième Convention. Nous en publions aujourd'hui le compte rendu, afin que l'ensemble des participants puisse être tenu informé.

Le président ouvre la Convention à 10 heures. Après avoir remercié les participants de leur présence, il fait part des regrets du secrétaire général, qui n'a pu être présent, pour des raisons de santé, et informe des modifications intervenues, au cours de l'année 2011, dans la composition du Conseil d'Administration et du renouvellement de son Bureau.

Le nouveau Bureau est constitué ainsi :

- Président : Général Robert Bresse
- Vice-président : Contrôleur général des armées Gérard Delbauffe
- Secrétaire général : Monsieur Alain Corvez
- Trésorier général : Monsieur Michel Appert
- Conseiller scientifique : Monsieur François Broche

À la dernière mise à jour du fichier, le nombre de membres de la Fondation est de quatre mille trois cent sept, en légère baisse par rapport à celui établi en 2005 (quatre mille six cent soixante-cinq), date de la précédente Convention.

Le président indique avoir commencé à prendre contact avec l'ensemble des délégués, qui ont été réunis au mois de juin au siège de la Fondation. Il est prévu que de telles réunions soient programmées régulièrement pour développer les échanges.

Par ailleurs, il se félicite que les délégations où des problèmes existaient voient ceux-ci aplanis et que dans plusieurs départements, des délégués ont été mis en place et des délégations réactivées.

Concernant la revue, une réflexion est en cours quant à son contenu. Dorénavant l'aspect historique sera appelé à se développer. En outre, afin de renforcer les liens avec les associations qui nous sont proches, des conventions ont été signées ou sont envisagées pour mener une réflexion ou des actions communes. Sur le plan du patrimoine, la Fondation réalise une analyse des biens immobiliers détenus par suite d'un legs et du portefeuille mobilier en fonction de la situation des marchés.



À la tribune, le général Robert Bresse, président, présente la situation de la Fondation aux participants. À sa gauche, le vice-président, le contrôleur général des armées Gérard Delbauffe.

Composition du Conseil d'Administration :

(avant les élections du 7 décembre 2011)

- les membres de droit représentés :

Ministre de l'Intérieur,
Ministre de la Défense,
Ministre de l'Éducation nationale,
Maire de Paris.

- les membres du collège des fondateurs :

Père Maurice Cordier,
Monsieur Georges Caïtucoli,
Monsieur Jacques Pigneaux de Laroche.

- au titre de membre ès qualités :

Monsieur Fred Moore, chancelier de l'ordre de la Libération.

- membres :

Général Robert Bresse,
Contrôleur général des Armées Gérard Delbauffe,
Monsieur Alain Corvez,
Monsieur Michel Appert,
Monsieur François Broche,
Monsieur Nicolas Simon.



Des mesures ont été prises pour amener l'activité restauration vers l'équilibre ou à un niveau de subvention par la Fondation qui soit acceptable.

Enfin, le président informe que la Fondation va être désignée par la Défense comme opérateur des manifestations officielles de célébration du 70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim. À ce titre, il est prévu plusieurs actions entre le 27 mai et le 11 juin, dont vous retrouverez le détail dans cette revue.

Exposé de la situation financière par le trésorier général



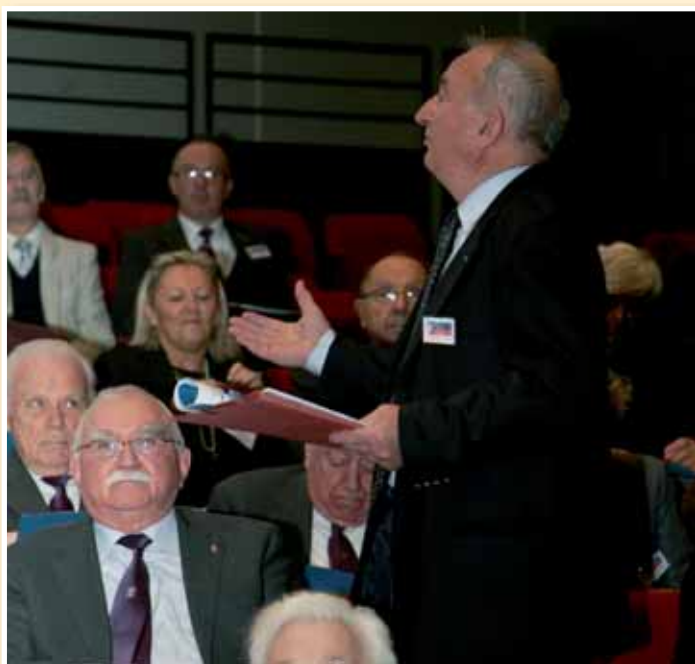
Crédit photo : Alain Bétry

Le trésorier général, Michel Appert, fait l'exposé de la situation financière.

Le trésorier indique que la situation financière est saine. Le patrimoine investi en grande partie en titres souffre du fait de la conjoncture ; une réflexion est en cours sur la meilleure utilisation du patrimoine immobilier.

La situation de l'activité restauration, compte tenu des mesures prises, se redresse bien et ne devrait plus être une véritable préoccupation.

Une évolution à prendre en considération est la réduction forte des subventions qui impose de trouver des ressources nouvelles, la gestion doit être menée en prenant en considération cette nouvelle donne.



Crédit photo : Alain Bétry

Le général François Budet, délégué des Côtes-d'Armor et nouvel administrateur.

Motions

La motion suivante est soumise au vote :

« La Convention demande au gouvernement de bien vouloir envisager, dans le cadre de la Commémoration du 70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim, en 2012, le transfert aux Invalides de la dépouille mortelle du maréchal Pierre Kœnig qui repose dans une modeste tombe au cimetière Montmartre ».

Celle-ci est adoptée à l'unanimité.

Élections

La convention doit élire deux représentants ainsi que deux suppléants au Conseil d'Administration. Cinq candidats se sont proposés au suffrage. Sur cent quatre-vingt-quatorze participants, cent quarante-six ont voté, représentant avec les pouvoirs : deux cent quarante-quatre voix.



Crédit photo : Alain Bétry

Le général Robert Bresse proclame les résultats du vote.

Après dépouillement du scrutin, le résultat est le suivant :

- Bulletins blancs ou nuls :	48 voix
- Monsieur Christophe Bayard :	126 voix
- Général François Budet :	116 voix
- Monsieur Laurent Haaf :	50 voix
- Monsieur Marcel Hupin :	78 voix
- Madame Monique Olivieri :	106 voix

Messieurs Bayard et Budet sont donc élus au Conseil d'Administration. Madame Olivieri et Monsieur Hupin sont suppléants.



Crédit photo : Alain Bétry

Christophe Bayard, délégué de l'Orne et nouvel administrateur.

Programme du 70^e anniversaire de Bir Hakeim



Mercredi 23 mai

Après le dépôt de gerbes au monument du général Brosset, quai Branly, et au pont de Bir Hakeim, inauguration de l'exposition de l'ONAC, à 18 h 30, et manifestations à la mairie du 15^e arrondissement.

Dimanche 27 mai

De 15 à 19 heures, dépôts de gerbes :

Monument des Français Libres - (palais de Tokyo, quai Kennedy)
Statue du général de-Gaulle - (Rond-point des Champs-Élysées)
Arc de Triomphe (ravivage de la flamme, avec la Fondation de la Résistance)

Lundi 28 mai : Journée « *Kœnig* », avec le Souvenir Français

De 10 à 12 heures, dépôt de gerbes, dans l'ordre :

Au monument de la porte Maillot
Sur sa tombe au cimetière de Montmartre

Mercredi 30 mai

Cérémonie franco-britannique aux Invalides.
Après 19 heures : soirée au Club de la France Libre.

Jeudi 31 mai

Inauguration des expositions et des plaques de Bir Hakeim dans tous les départements à partir du 31 mai et dans l'année, à la diligence des autorités locales.

Du mardi 5 au jeudi 7 juin

Déplacement en Libye :

Mardi 5 : Vol Paris - Tobrouk
Mercredi 6 : commémorations à Tobrouk le matin, à Bir Hakeim l'après-midi
Jeudi 7 : Vol retour

Lundi 11 juin

Pour célébrer la fin de la bataille, ravivage de la flamme à l'Arc de Triomphe par l'Amicale de la 1^{re} DFL.

Les 70 ans de Bir Hakeim sur Internet

Site du 70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim

Du 27 mai au 11 juin 2012, la France célèbrera le 70^e anniversaire de la Bataille de Bir Hakeim.

Afin de rendre hommage aux acteurs et témoins de cette bataille, le site internet www.birhakeim.fr a été créé, grâce au soutien de la Fondation de la France Libre, de la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives (DMPA), de la Fondation Charles de Gaulle, de l'Éducation nationale, et en partenariat avec l'IUT de Bobigny, qui a permis à trois étudiantes récemment diplômées de l'établissement (et la société Peppermint Com' créée par l'une d'elles : www.peppermint-com.fr) de travailler sur ce projet.

Le site comprend des photos, diaporamas, témoignages et articles de presse de l'époque, ainsi qu'un agenda exhaustif des diverses commémorations prévues. Destiné aux passionnés d'histoire, il s'adresse aussi aux élèves des collèges et lycées et inclut un « *kit pédagogique* », afin de permettre aux jeunes générations de comprendre cette bataille clé de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de participer au devoir de mémoire.

Site de la Fondation de la France Libre



Le dossier « 70^e anniversaire de Bir Hakeim » sur le site de la Fondation de la France Libre.

Chargée par le ministère de la Défense de la mise en œuvre, tant à Paris que dans les départements, de la quinzaine commémorative du 70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim, la Fondation de la France Libre propose sur son site : www.france-libre.net, un important dossier destiné à faire connaître au plus grand nombre cette glorieuse page de notre histoire et à tenir le public informé des célébrations.

Dans ce but, l'ensemble des témoignages des anciens de la 1^{re} brigade française libre (1^{re} BFL), paru entre 1945 et 2000 dans la *Revue de la France Libre*, est désormais disponible en ligne, de même qu'une bibliographie la plus large possible.

Par ailleurs, les internautes pourront suivre au plus près de chez eux toutes les cérémonies, expositions, inaugurations organisées, sur l'ensemble du territoire national et à l'étranger, par nos délégations, en coopération avec les services de l'ONAC, de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales, en cliquant sur « *événements dans nos délégations* ».

Site de l'Amicale de la 1^{re} division française libre (ADFL)



Le dossier « Bir Hakeim 1942 » de l'ADFL.

L'objectif de l'association est de sensibiliser le grand public et les jeunes à la haute valeur morale et symbolique de Bir Hakeim, et faire en sorte que Bir Hakeim soit « *pour toujours dans le cœur de la France* », selon les mots du général de Gaulle. L'Amicale a ainsi travaillé depuis un an à la création de nouveaux supports de communication sur la bataille et la résistance de Bir Hakeim.

Dès à présent et durant toute la période du 70^e anniversaire, la mémoire des anciens de la 1^{re} BFL est particulièrement mise à l'honneur sur le site Internet www.1dffr.fr à travers un diaporama pédagogique abondamment illustré ainsi que trois portails (photographique, documentaire et vidéo), une revue de presse et une carte de France des sites de mémoire dédiés à Bir Hakeim. À partir du 14 février et jusqu'au 11 juin 2012, une chronique en page d'accueil permet de revivre les événements « *au jour le jour* » à travers la diffusion d'extraits de témoignages d'une soixantaine des combattants.

De Paris-Soir au groupe Cigognes

Extraits des mémoires inachevés d'Adalbert de Segonzac

Né le 25 juillet 1912 à Paris dans une ancienne famille d'aristocrates périgourdins, Adalbert de Bardou de Segonzac étudie successivement à l'école paroissiale de la basilique Sainte-Clotilde, au collège de Normandie et au lycée de Cannes. Mais il s'intéresse davantage au sport, faisant de l'athlétisme et du rugby, et échoue par trois fois au baccalauréat.

Après son service militaire, qu'il a fait par devancement d'appel au 4^e régiment de chasseurs d'Afrique, à Tunis, il devient démarcheur à la publicité du journal L'Intransigeant en 1930, avant d'intégrer l'équipe de la rubrique sportive. Quand Léon Bailby, débarqué de L'Intransigeant, fonde en 1932 Le Jour, Segonzac le suit. En 1936, il quitte Le Jour pour Paris-Soir, où il succède à son frère à la correspondance sportive à Londres, avant d'étendre son domaine aux faits-divers. En 1939, il est question qu'il entre comme rédacteur en chef adjoint à Paris-Match, création de Jean Prouvost.

Dans le même temps, il apprend à piloter et rencontre de nombreux pilotes, participant à une tentative de battre le record de vitesse Londres-Paris.

Mobilisé à la déclaration de la guerre, il sert dans un peloton de side-cars du groupe de reconnaissance des divisions d'infanterie n° 34 (GRDI 34), avant de rejoindre, comme volontaire, un corps franc, avec lequel il participe à une mission de reconnaissance à Forbach le 7 février 1940.

Blessé au bras gauche par un éclat d'obus à Pont-Sainte-Maxence (Oise), il est hospitalisé à l'hôpital Foch de Saint-Cloud, puis embarque à bord d'un convoi d'ambulances pour Vichy, avant l'entrée des Allemands dans Paris. De là, il est dirigé par train sanitaire vers Castelnaudary, où la caserne a été transformée en hôpital.

L'Appel

Deux mois à l'hôpital comme un coq, relativement en pâte, m'ont permis de me retaper physiquement et d'améliorer l'usage de mon bras, d'autant plus que, par l'intermédiaire d'un ami de Paris, replié dans sa famille, dans la région, je suis reçu dans toutes les grandes propriétés. Ma prochaine étape est Mauvanne, près d'Hyères, chez Simone Berriau. Pourquoi ? L'histoire vaut la peine d'être contée. Petite artiste au Maroc, qui devait devenir directrice de théâtres à Paris, après la Seconde Guerre mondiale, elle avait épousé, en 1912, le colonel Berriau, un des officiers de l'état-major du général Lyautey. Celui-ci, qui détestait les mésalliances, pour dire le moins, dans son entourage, voulut se débarrasser de l'officier. Mon oncle René prit sa défense avec passion et succès, Berriau mourut peu de temps plus tard. Simone voua une reconnaissance éternelle à l'oncle René. C'est ainsi que lui, sa femme Valérie et son fils Hubert se trouvèrent réfugiés chez elle après la défaite. Il me fit venir pour terminer ma convalescence [...].

Au bout d'un mois de farniente, et allant de mieux en mieux, je rejoignis *Paris-Soir* à Lyon où la plupart des journalistes logeaient dans un bordel réquisitionné. Je créais un service d'écoute radio pour alimenter la rédaction, des nouvelles de Londres surtout, avec deux polyglottes.

Je n'étais plus un infirme et maintenant plus au courant de l'appel du général de Gaulle et de la création de la France Libre. Je n'avais plus qu'un seul but : rejoindre l'Angleterre. Ma place était là-bas du moment où la guerre contre l'Allemagne continuait et que la possibilité de participer à la libération de la France occupée existait. Mais comment ?

Un jeune « *typo* » de Paris-Soir qui avait les mêmes objectifs que moi fut approché par un mystérieux correspondant. Rendez-vous fut donné, début février 1941, chez un officier de la marine marchande dans la banlieue de Nantes. De là, nous devions être dirigés sur l'Angleterre. Comment ? Secret d'État. À quoi bon d'ailleurs poser une telle question. L'essentiel était d'être pris dans l'engrenage.

Le « *typo* » devait arriver le soir, moi, le lendemain matin. Passage de la zone de démarcation sans histoire avec un guide moyennant finances. À partir de là, pour la première fois, je me rends compte que j'ai « *la baraka* » et qu'elle me suivra partout. Deux jours chez mes parents et en route sans encombre pour Nantes bien que sans papiers. Je suis surpris en approchant la villa indiquée de constater que toutes les fenêtres sont fermées. Il me semble que, par une belle journée ensoleillée de février, elles devraient être ouvertes, et des draps mis à sécher. Méfiant, mû par mon vieil instinct de pay-

san, je continue mon chemin pour avoir le temps de réfléchir. Cent mètres plus loin, je trouve un bougnat classique : charbon, bois, zinc. Innocemment, je demande au patron où habite le commandant X (j'ai oublié son nom). « *Mon Dieu, n'y allez pas, me répondit l'homme, les Allemands y sont depuis hier soir. Ils ont arrêté le commandant et sa famille et deux jeunes gens qui se sont présentés dans la soirée.* »

En contrebas, derrière la boutique du bougnat, il y avait une autre rue. Avec son aide, je dévalai la pente abrupte sur le derrière et repris, toujours sans problèmes, le chemin de Lyon par lequel j'étais venu à Nantes. Par la suite j'appris que les prisonniers auraient été fusillés comme otages. En tout cas, je n'ai jamais revu le « *typo* », ni l'agent anglais qui nous avait dirigé sur la filière de Nantes.

Tout est donc à recommencer, car je n'abandonne pas mon projet, bien au contraire. Albert Camus, écrivain encore inconnu, secrétaire de rédaction à *Paris-Soir*, que j'ai mis au courant de mes désirs me recommande de partir pour Alger où il a de nombreux amis dans la même mouvance que moi et où un départ s'organise. Je parviens à me faire nommer, en mars 1941, correspondant permanent de *Paris-Soir* à Alger, sans salaire mais avec un solide pactole pour faire face aux premiers frais. Un départ pour Gibraltar se prépare en effet, mais tout Alger est au courant. La police recommande aux organisateurs de

rester tranquille et ils n'entameront aucune poursuite : nous sommes au royaume du père Ubu.

Rien ne se dessine à l'horizon. Une autre tentative avec une embarcation de pêche est éventée. Entre-temps je rencontre les amis de Camus, l'éditeur Charlot, des intellectuels qui pensent comme moi. *L'Écho d'Alger* me sert d'alibi et je fais la connaissance dans l'ascenseur d'une très jolie Madeleine Ducaillar, en allant rendre visite à des amis de Camus. Je ne me doute pas, ce jour-là, que son sort et le mien sont scellés.

Petite note cocasse : je suis invité à déjeuner à l'Amirauté d'Alger. L'épouse de l'Amiral est anglaise. Elle me dit en aparté qu'elle ne comprend pas qu'un jeune homme comme moi, qui a vécu plusieurs années à Londres, ne cherche pas à rejoindre de Gaulle. Je maintiens un silence prudent, s'il s'agissait d'un piège. En contrepartie, je rends visite à un ami diplomate (il sera plus tard ambassadeur de France) conseiller dans l'état-major du général Weygand. Je ne lui dévoile rien de mes intentions. Heureusement. Dans le feu de la conversation, il me dit : « *Si je rencontre un gaulliste, je lui tire une balle dans la tête* ». Sa haine pour de Gaulle n'a jamais varié. Mais c'est un merveilleux ami dont la fidélité n'a jamais cessé de s'affirmer au cours des ans et jusqu'à ce jour.

Je fais maintenant équipe avec Pierre Gosset, le journaliste qui, comme moi, cherche la porte de sortie. Nous décidons de passer au Maroc, plus proche de Gibraltar. Entre-temps, par hasard, je tombe sur un des membres de l'équipe consulaire que les Etats-Unis viennent d'envoyer en Afrique du Nord française. C'est un de mes camarades de collègue : Ridgway Knight, nommé à Oran. Il transmet secrètement mon nom aux services de renseignements américains et anglais à Casablanca et Tanger. Descendu du train à la dernière halte en Algérie, nous traversons la frontière marocaine à pied, le long d'un oued desséché par la chaleur torride du mois d'août 1941. À la gare d'Oujda, où la surveillance policière est très stricte, nous sommes pris en main par des contacts locaux qui nous font monter dans le train à contre-voie. Pour éviter la police bien organisée de Casablanca, nous échouons dans un « *bouiboui* » en bordure d'une plage au nord de l'agglomération urbaine, dans une zone sous la juridiction de la gendarmerie. Quelques jours plus tard, deux gendarmes viennent contrôler le registre de l'hôtel. « *Vous avez un dénommé Segonzac* », s'écrie l'un d'eux avec un merveilleux accent corse. « *Où est-il ?* » L'hôtelier montre la salle à manger où Gosset et moi sommes en train de déjeuner,

séparée du bureau par un simple rideau. Convaincu que notre départ illégal d'Alger et notre traversée non moins illégale de la frontière marocaine ont été signalés et notre trace retrouvée, je tends les mains au gendarme pour qu'il me passe les menottes. Il les saisit et s'écrie : « *Tu ne te souviens pas de moi, je m'appelle Babie, nous avons fait notre service militaire ensemble à Tunis* ». Quand je vous dis que j'ai « *la baraka* ». À partir de ce moment, nous étions les protégés de la maréchaussée.

Les contacts avec le consulat américain à Casablanca se firent dans les plus mauvaises conditions. Nous avions à faire à un fou qui nous faisait miroiter la venue clandestine d'un sous-marin polonais pour nous embarquer ainsi que quelques autres. Le temps passait, entrecoupé par de fréquentes visites à Casablanca, de recherche, sans succès, de moyens d'évasion et de profond désespoir.

Le départ

Les choses bougent enfin. Après un Noël morose dans notre pension, où nous sommes les seuls clients, et de bains de mars par une température de l'eau de plus de 20 degrés, nous recevons des services anglais, via le consulat américain, deux cartes d'identité ornées de nos photos qu'ils nous avaient demandées de leur envoyer. Nous sommes cousins juifs tangerois, je m'appelle Raphaël Azoulai et Gosset Mardoché Azoulai. Nous sommes tous les deux blonds aux yeux bleus. Mais qu'importe. Quelqu'un a dû fauter dans la famille. Les documents contiennent aussi une note nous indiquant de nous rendre dans un certain hôtel à Tanger, mais comment arriver jusque-là est notre problème. Entrés illégalement au Maroc, recherchés par la police en Algérie que ma disparition intrigue, il n'est pas question d'obtenir des papiers officiels pour aller au Maroc espagnol. Franchir en fraude la frontière entre les deux Maroc ? Bien sûr. Mais tous ceux qui avaient tenté cette voie, à l'intérieur du pays, ont été pris par les habitants des douars, rendus aux Français ou emprisonnés à Ceuta dans une cellule meublée et payée par le consul belge pour ses ressortissants et « *prêtée* » aux autres consulats alliés, en cas de besoin. Reste la route côtière que personne, semblait-il, n'avait tentée. Nous n'avions pas d'autre choix. Gosset, par l'intermédiaire d'un vague parent, obtint illégalement de la Résidence générale un permis de circuler en blanc. D'autre part, mon cousin Hubert, fils de mon oncle René, est employé depuis peu à la Compagnie des autocars marocains : il me donne un ordre de mission à son nom

pour lui permettre de visiter les différents centres administratifs de la société, y compris au Maroc espagnol. Cela peut toujours être utile.

Nous jetons notre dévolu, début février 1942, sur une petite station balnéaire tout à fait inconnue à 10 kms de la frontière. Pour y parvenir il faut passer par un gros bourg : Petijean. Un agent français des services de sécurité, en civil, nous interrompt, mais comme c'est samedi et que le lundi suivant est férié, il ne peut pas contrôler l'exactitude de notre permis. Il le fera mardi à notre passage au retour du week-end, dit-il. Sur place, où il n'y a que nous, nous expliquons que nous sommes journalistes et faisons un reportage sur la contrebande entre les deux Maroc. L'hôtelier nous indique les douars le long de la côte. Pas de postes de surveillance mais des patrouilles.

Nantis de ces renseignements contrôlés sur une carte, nous partons à la nuit à travers champs, après avoir payé l'hôtel pour éviter d'être accusés de ne pas avoir réglé notre note. Pas de clair de lune, mais la nuit est lumineuse. La côte est à quelques kilomètres du chemin que nous suivons à travers champs, avec les étoiles qui nous servent de guide. Nous avançons lentement dans des terrains labourés fatigants. Parfois, au loin, des chiens aboient. Puis soudain, catastrophe. Nous nous prenons les pieds dans un réseau bas de barbelés. Des boîtes de conserves fixées çà et là font un vacarme qui nous paraît assourdissant. Les pantalons déchirés, les jambes en sang, nous continuons prudemment cette fois. Heureusement car un second réseau de barbelés est tendu un peu plus loin. Mais rien ne se produit. Au petit jour nous arrivons en vue de Larache et descendons sur une plage qui se termine par un petit chemin menant à la ville. Quelques heures de repos et nous repartons convaincus que nous rencontrerons un dimanche matin des baigneurs. Mais rien. Nous montons le petit chemin. Et nouvelle catastrophe. Nous débouchons au cœur du quartier militaire de la ville, mais la sentinelle de garde ne fait même pas attention à nous. Direction le centre de la ville et les bureaux des Autocars marocains. L'ordre de mission d'Hubert fait merveille.

Abreuvés de nombreux verres de menthe à l'eau dont nos palais déshydratés avaient un urgent besoin, nous voilés installés dans un taxi en route pour Tanger.

Le chef de poste de la compagnie a-t-il avalé notre histoire compliquée de visite chez un ami des environs ? Qu'importe. Première alerte. Quelques kilomètres plus loin, des gendarmes espagnols nous demandent nos papiers. Pas un mot

d'échangé, heureusement, et nous voilà repartis. À l'entrée de Tanger, c'est plus sérieux. Un véritable poste de douane. Le chauffeur a-t-il deviné notre problème ? En tout cas, il prend nos papiers et va les soumettre au bureau. L'attente est longue. Un agent de sécurité espagnole avec imperméable très long, à l'allemande, tourne autour de la voiture, nous observe et nous dévisage. Enfin le chauffeur revient. Tout va bien et nous arrivons à l'hôtel indiqué. L'employé de la réception donne un coup d'œil à nos papiers et reprend les fiches de police qu'il nous avait tendues disant qu'il va les remplir lui-même.

Fourbus, nous montons dans notre chambre et attendons la suite des événements. Au bout d'un moment, on frappe. Un Marocain nous tend un journal. « *Quel groupe êtes-vous, Segonzac ou X* » est écrit au crayon dans un coin. Une heure plus tard le Marocain revient. Nos instructions sont brèves : payez votre note, sortez de l'hôtel à gauche, marchez 100 mètres. Vous trouverez une voiture avec un chauffeur européen, rouquin et barbu. Montez, ne posez aucune question. Un instant plus tard nous nous retrouvons dans ce qui paraît être une série de luxueuses villas du quartier chic de Tanger, reliées et clôturées par des barrières. Un couple merveilleux nous accueille. Lui, Anglais, est le représentant de MI5, les services secrets britanniques pour l'Afrique du Nord. Elle, est française. Les jours passent et rien ne se produit. Malgré l'exceptionnelle condition d'existence, nous piaffons.

Enfin, le jour « *J* ». Il fait nuit. Toutes les lumières sont éteintes dans la maison sauf une ampoule nue à une fenêtre, un signal.

Des policiers palestiniens de la mission surveillent le sentier des douaniers au bord de l'eau, souvent patrouillé par la police espagnole. Mais tout se passe bien. Quelques dizaines de mètres à la nage et nous sommes hissés à bord d'un bateau de pêche espagnol. Mais patatras ! Une tempête souffle sur le détroit de Gibraltar. Retour au port de Tanger. Une voiture cachée dans un coin nous attend. Retour à la case départ. Huit jours plus tard, même manœuvre, mais cette fois tout se passe bien.

L'arrivée

Accostage dans le port de pêche de Gibraltar. Un officier solitaire sur le quai, très « *matter of fact* », se comportant comme s'il s'agissait d'un débarquement normal, nous dirige vers le bureau de la Mission française libre. Signature de l'acte

d'engagement aux Forces françaises libres pour la durée de la guerre. Départ pour l'Angleterre ? Pas tout de suite. Les Britanniques envoient deux espions en Algérie. L'un est anglais et parle parfaitement le français, l'autre est belge. Plus tard, il sera torturé et tué par les Italiens en Corse. Nous passons quinze jours avec eux à les mettre au courant de ce qu'ils doivent savoir sur la façon de se comporter en Algérie avant qu'ils ne soient débarqués d'un sous-marin près d'Oran. Encore une fois, le temps passe et nous sommes toujours à Gibraltar, choyés par les Anglais, mais trouvant le temps long.

Enfin, un grand paquebot transformé en transport de troupes part pour l'Angleterre. Je suis chargé de la liaison avec la centaine d'Européens de tous genres qui sont parvenus à Gibraltar ou ont été relâchés du camp de Miranda où les Espagnols les avaient détenus après les avoir capturés, en général au passage des Pyrénées. Détour jusqu'au large des côtes américaines pour éviter les sous-marins allemands et enfin Greenock, près de Glasgow, protégés depuis plusieurs heures par des avions de la RAF à long rayon d'action.

L'Angleterre

Quarante-huit heures à Patriotic School à Londres où tous les étrangers passent pour contrôler leur identité et déceler les espions, et il y en a, et nous voilà relâchés dans Londres où je fais le tour de mes amis et de mes parents d'Erlanger, cousins germains de ma mère. Le général de Gaulle me convoque à son QG à Carlton Gardens. D'emblée, il me dit : « *Vous êtes journaliste, j'ai besoin de journalistes professionnels, je vous mets donc à La Marseillaise.* » C'est l'hebdomadaire de la France Libre. Le seul à Londres qui ne soit pas anti-de Gaulle. J'ai beau protester, dire que je ne suis pas venu pour ça. Rien n'y fait. La brève interview est terminée. Comme je me retire, le général me rappelle : « *Je serais à votre place, j'aurais réagi de la même manière, me dit-il, revenez me voir dans six mois. Je vous trouverai une autre affectation.* »

Heureusement le patron de *La Marseillaise* était d'une insupportable suffisance. Deux mois plus tard, il me mit à la porte parce que je disais du mal de lui à tout venant. J'avais quand même eu le temps de faire plusieurs grands reportages dont un dans les usines d'armement du nord de l'Angleterre où j'accompagnais deux personnalités françaises récemment arrivées de France par avion, Félix Gouin, futur président du Conseil de la Quatrième République, d'une remarquable

médiocrité, Max Hymans, futur patron d'Air France, épatant mais désespérant de pessimisme ; ils étaient là, bien entendu, sous de faux noms et je n'ai découvert leurs véritables identités que plus tard.

Entre-temps, j'avais préparé mon repli. Transfert, non sans difficulté, de l'armée de terre à l'armée de l'air. Par chance les deux officiers de liaison de la RAF auprès des Forces aériennes françaises libres étaient des amis avant la guerre. Ils m'envoyèrent pour ma première étape de formation de pilote de guerre dans une école en Angleterre, alors qu'à l'époque beaucoup de jeunes élèves pilotes allaient faire leur entraînement en Rhodésie ou au Canada. C'est-à-dire, l'enterrement de première classe. Auparavant, par l'intermédiaire d'une amie devenue l'épouse de l'*Air Commodore*, chef ophtalmologiste de la RAF, je fus « *testé* » et « *reconnu bon pour le service aérien* », bien que nécessitant des verres spéciaux pour corriger un léger problème de presbytie.

Évènement capital pour moi, les alliés avaient débarqué en Afrique du Nord. Je fis des démarches pour que Madeleine, que je n'avais pas oubliée, vienne me rejoindre en Angleterre. Elle avait aidé l'officier de renseignements anglais avec lequel j'avais travaillé à Gibraltar à ses débuts clandestins et difficiles à Oran ; il la fit embarquer dans le premier transport de troupes, un luxueux paquebot de la P. & O. en route pour l'Angleterre.

Seule femme à bord, elle fut traitée comme une princesse, mais trop malade pour en profiter. Un mois plus tard, fin janvier 1943, nous avons été unis par l'aumônier de la marine dans une petite église derrière les *mews* du palais de Buckingham. Réception de mariage dans un des grands restaurants de Londres tenu par un ami italien qui, plus tard, quand l'Italie fut libérée, me lança : « *Permetts que je t'embrasse comme oune allié* ». Et un cadeau de noce du général de Gaulle de vingt livres (oui vingt livres), de quoi faire la folle vie.

L'entraînement continuait. Formation avancée à Cranwell, l'école de l'air britannique, puis Rednal, en bordure du Pays de Galles, où je fus lâché sur *Spitfire* et où je suivis une formation de pilote de chasse. Sans être un génie du pilotage, je fus classé comme « *bonne moyenne* ».

Avec Madeleine, nous logions chez l'habitant, près des bases où je poursuivais mon entraînement, toujours accueilli avec la plus grande gentillesse, tantôt au château, tantôt à la ferme. Madeleine, qui savait à peine l'anglais en arrivant, fait des progrès certains : par la force des choses.

Pilote de chasse

Enfin, ça y est : j'ai mes « *wings* », je suis breveté pilote de guerre. Reste à trouver une affectation. Grâce à mes amis de la liaison RAF, je suis versé au *611 squadron* à Coltishall, près de Newark, en East Anglia. C'est une base d'avant-guerre cossue et confortable. Je partage une chambre avec un personnage exceptionnel, Colin Hodgkinson. Ayant perdu ses deux jambes dans un accident d'avion avant la guerre, il parvint, à force de volonté, à reprendre du service dans la RAF comme pilote de chasse.

Mon nom est un obstacle pour mes camarades anglais. L'un d'eux trouve qu'anglicisé, il ressemble à « *Zigzac* ». Rapidement catalogué, accepté, classé comme membre de la famille à part entière, je deviens familièrement « *Ziggy* », surnom qui me suit encore aujourd'hui.

Madeleine loge chez la maîtresse d'école locale. Pas drôle tous les jours, mais gentille au point d'être exacerbante. Après quelques vols d'entraînement, je suis désigné pour ma première sortie de guerre. Un « *sweep* », c'est-à-dire opération de chasse libre de tout le *squadron* (douze appareils) dans l'espoir de provoquer les Allemands. Un peu nerveux au début, puis bouleversé par le spectacle du nord de la France que nous survolons. Pas d'ennemi en vue. Je suis déçu. Je devais l'être souvent car rares étaient les occasions de rencontres des « *bandits* », l'adversaire. Plus risqués sont les « *rhubarbs* », attaque par quatre avions d'objectifs au sol : camions, trains, batteries anti-aériennes à basse altitude. La « *flak* » allemande est nourrie et précise. Les « *shipping recce* », toujours à quatre avions, recherche de navires le long d'une centaine de kilomètres des côtes hollandaises, sont en général sans histoire. Sauf que les deux heures de vol se font au ras de la mer et c'est avec angoisse que nous écoutons le ronron de notre moteur *Rolls-Royce*. Une panne et c'est le bain forcé, sinon pire. Coltishall est la seule base anglaise dans la région. Toutes les autres sont américaines, bombardiers *Mitchell* et *Forteresse*. Un raid de *Mitchell* sur le nord de l'Allemagne est malmené. Nous nous portons au secours de plusieurs appareils en détresse et les protégeons contre la chasse allemande qui, à la limite de son rayon d'action, n'engage pas le combat. Les Américains sont tellement reconnaissants qu'ils nous invitent à leur base. Nous nous poulrêchons les babines à l'idée de boire du rye qui nous changera du scotch. Arrivés sur place, nos hôtes nous demandent ingénument si nous voulons boire du lait ou du jus de tomate. C'était une « *dry base* » où

l'alcool est interdit. Inutile de dire que la visite s'est rapidement transférée au « *pub* » le plus proche.

Entre-temps, un évènement majeur s'est produit. Le premier né de la famille est arrivé. L'accouchement de Lionel a eu lieu à Londres. Le lendemain de la naissance, 20 février 1944, je vais à l'hôpital, en dehors du centre. Quelle n'est pas mon horreur de voir, dans le quartier, des maisons incendiées ou détruites, résultat d'une attaque aérienne de nuit avec des bombes incendiaires.

L'étage supérieur de l'hôpital est endommagé. Tous les occupants, dont Madeleine, ont été obligés de descendre aux étages inférieurs. Plus de peur que de mal. Lionel s'est tiré du baptême du feu sans dommage.

Les opérations se poursuivent au même rythme. L'artillerie lourde anti-aérienne allemande nous prend souvent à partie. Le ciel se truffe de « *powder puffs* » blancs. Parfois l'explosion est si proche que le bruit domine celui des moteurs. Les balles traçantes de l'artillerie légère anti-aérienne, qui ponctuent nos opérations à basse altitude, sont parfois terrifiantes mais passent toujours à côté.

Les Cigognes

Huit mois que je suis au *611 squadron*. Il est temps de changer. Les Forces aériennes françaises libres et les forces reconstituées en Afrique du Nord ont fusionné. Deux groupes de chasse sont arrivés en renfort en Angleterre. Les Anglais demandent que deux pilotes expérimentés dans les méthodes de la RAF soient incorporés dans le premier de ces groupes prêt à entrer en opérations. Ce ne peut être que des Français Libres. Mais tous ceux approchés par le commandant des *Cigognes*, groupe héritier des célèbres *Cigognes* de la Première Guerre mondiale, ne veulent pas servir dans ce qu'ils appellent méchamment « *l'Africa Corps* ». Mon meilleur camarade au *611*, Jean Muzard, un Français du Chili, accepte à condition que je le suive. Nous avons tous deux l'esprit plus large. Nous rejoignons *Cigognes* en mars 1944 sur une piste taillée à travers champs à Selsey Bill et couchons sous la tente. Ce sont déjà les préparatifs du débarquement. Nous n'avons pas à le regretter. Nos nouveaux camarades, presque tous du personnel d'active, passent toutes les soirées à nous expliquer pourquoi ils ne sont pas venus plus tôt. Nous leur répondons que l'essentiel est qu'ils soient là pour participer à la lutte commune. La glace est rompue. Muzard et moi parvenons même à rompre

l'esprit disciplinaire réglo et respectueux des grades, de règle en France, et à imposer l'esprit bon enfant mais sérieux au travail de la RAF.

Madeleine s'installe avec Lionel dans une ferme où elle crève de faim, à proximité d'un château appartenant à une des plus grandes familles d'Angleterre, amie du cousin d'Erlanger, à une cinquantaine de kilomètres de notre « *strip* ». « *Sweeps* », « *rhubarbs* » se succèdent à un rythme accéléré, donc plus dangereux, surtout les seconds. Nous survolons la France. Plusieurs fois, au loin, j'aperçois la tour Eiffel, moment d'intense émotion.

Le débarquement

Puis ce fut le débarquement dont nous devinions l'approche quand on nous fit peindre des bandes blanches et noires sous nos ailes, pour être plus repérables par la DCA alliée, surtout la marine, toujours prête à tirer d'abord et à reconnaître ensuite. Plusieurs jours cloués au sol pour que nous ne repérions pas l'immense armada qui se massait le long des côtes sud de l'Angleterre et que nous ne soyons pas amenés à divulguer ce que nous avions vu, en cas de capture par les Allemands.

Le soir du 5 juin, « *Sailor* » Malan, Sud-Africain, héros de la bataille d'Angleterre, commandant de l'escadre composée de trois groupes français et un anglais, nous convoqua sous sa « *guitoune* ». Déployant une carte de la côte normande, il déclara très simplement : « *Messieurs, les alliés débarquent sur cette côte demain matin à l'aube* ». Quel choc, j'en avais les larmes aux yeux d'émotion. Décollage à quatre heures du matin dans la nuit noire. Spectacle hallucinant du feu de la terre répondant au feu de la mer. Mais pas un avion allemand en l'air.

Trois sorties dans la journée du 6 juin. Attaques de positions allemandes au sol pour soutenir les unités qui débarquaient ou se posaient dans les champs dans d'énormes planeurs tractés d'Angleterre en un flot continu par tous les quadri-moteurs disponibles. Je fus qualifié d'avoir détruit une plateforme flottante de DCA allemande particulièrement agressive. Pendant des jours les attaques au sol se multiplièrent avec des fortunes diverses et un minimum de casse.

Enfin, après deux semaines de combat, nous nous posons en France sur une piste découpée par le Génie britannique dans les champs près de Bayeux. Ça y est, nous sommes de retour chez nous. Les sacrifices, les risques passés sont récompensés. Visite, entre deux vols, d'un champ près de

Caen où une brigade de chars allemands a été surprise par des avions lance-roquettes *Typhoon*. C'est hallucinant. Tout comme d'ailleurs la destruction des villes françaises comme Saint-Lô, un amas de ruines. Petite anecdote : sur un talus près de Caen, une jeune femme en rouge regarde, comme au spectacle, un combat de chars à cent mètres d'elle. Inconscience. À peine posés en France, nous creusons, sous la protection des arbres, des trous individuels pour ne pas être repérés par une éventuelle attaque aérienne surprise. Le fermier essaie de nous en dissuader en disant que nous allions tuer ses pommiers. Puis tout à coup il dit : « *Vous parlez bien le français pour des Anglais* ». Inutile de dire que l'incident fut copieusement arrosé au calvados le soir même.

Quelque peu oublié par le quartier général pendant que j'étais au 611, les chefs militaires rattrapent le temps perdu. Cinq citations avec palmes à ma croix de guerre à rajouter à celle gagnée en 1940. À la fin de l'année 1944, je suis fait chevalier de la Légion d'honneur à titre de rappel et, encore à la même époque, je reçois la *Distinguished Flying Cross* pour une série d'opérations réussies.

Le nombre des camions, chars, installations ennemies détruits s'accumulent. Je reconnais même, au cours d'une attaque de rampes de lancement de V1 cachés dans un bois, mon ancien collègue, le collègue de Normandie. J'arrose généreusement les constructions où loge, paraît-il, l'état-major allemand. Avec quelques remords, je l'avoue.

Le tout ne va pas sans casse. Ce que j'appelle « *mon coup de pied de cheval* » faillit me coûter la vie. Mais la « *baraka* » était toujours là. Je repérais tôt, un matin, un convoi attelé de charrettes de ferme, y compris deux calèches de vieilles douairières, trottant à grande allure sur une route cachée sous des platanes sur la rive droite de la Seine, en direction de l'est.

Un premier passage au ras des arbres pour m'assurer qu'il ne s'agissait pas de civils fuyant la zone des combats. Mais non. Les cochers étaient casqués, le museau des fusils sortait par les portières. Je fis un grand virage pour me mettre en position d'attaque. Ce n'était pas malin. Des pièces de DCA étaient en batterie le long de la route. Je fus touché par un obus dans mon moteur à moins d'un mètre de mon poste de pilotage. Inutile de dire que je n'ai pas demandé mon reste. Mon retour à la base avec un avion tout noir d'huile, moi aussi, dégoulinant d'huile mêlée à du sang de blessures superficielles au visage, fit sensation.

Nous pénétrons de plus en plus profondément en France tout près de l'avance alliée. Bernay, Abbeville puis en Belgique, à Wevelghem, près de Courtrai, une ancienne base allemande avec des baraquements en bois, bien agréable après plusieurs mois sous la tente.

D'Abbeville, je profite du mauvais temps, avec trois de mes camarades anglais, pour prendre contact avec les unités au sol avec lesquelles nous travaillons très étroitement, attaquant en bombardements, en piqué ou au canon des positions ennemies parfois quelques centaines de mètres en avant des lignes. Arrivés en vue de Dunkerque, au sommet d'une hauteur, sans avoir rencontré personne, nous sommes reçus par une salve d'obus. Juste derrière nous, une colonne de chars canadiens, toutes écoutilles fermées, arrive. Le char de tête s'arrête. En langage imagé, le commandant nous demande ce que nous faisons dans une zone pas encore libérée. Les cieux sont moins dangereux.

Permission de quelques jours en Angleterre. Madeleine a toujours faim, Lionel aussi car sa mère n'a pas assez de lait. Et un second enfant est en route. Un V1 mal dirigé tombe tout près de nous. Peur mais pas de mal. Et l'infirmière de Madeleine, qui me traite de « *dirty frenchman* », menace de me tuer si le nouveau-né arrive, à un an près, le jour anniversaire du premier ; il s'en fallut de cinq jours.

Entre-temps, Paris a été libérée. « *Sailor* » Malan prête sa jeep à quatre d'entre nous tous parisiens. L'arrivée dans Paris est homérique. C'est dimanche, les routes de la capitale sont pleines de monde en bicyclette échappant à la ville et ses tensions, pour la journée. Nous nous arrêtons à l'Étoile. La rumeur se répand que nous sommes des aviateurs français libres. En un tour de main, nous nous trouvons sur les épaules de solides gaillards ; cent mètres plus loin, fatigués, ils nous abandonnent. Nous pouvons retourner à notre jeep, non sans soulever la curiosité avec nos « *battle dress* » bleu RAF, très similaire au bleu de la *Luftwaffe*, car seuls les Américains sont autorisés dans la capitale.

Mes parents sont à la messe à Passy. La bonne me dit que ma mère est très malade, le cancer qui devait l'emporter deux ans plus tard, et qu'il fallait la prévenir avant qu'elle ne me voie ; mes parents savaient que j'étais en Angleterre, mais pas pilote. Retrouvailles bouleversantes, je ne savais pas que c'était la dernière fois que je verrais mon père. Quelques semaines plus tard, j'apprends qu'il a été renversé par une voiture en traversant les Champs-Élysées le 13 octobre 1944. Je ne sais pas encore comment j'ai été retrouvé et averti. Bref séjour à Paris pour

l'enterrement et retour à Wevelghem, le cœur bien lourd, inquiet du sort de ma mère. La routine des opérations dangereuses à basse altitude se poursuit ; la tentative de traversée du Rhin à Arnhem, à laquelle nous participons de loin, a échoué. Les alliés essaient d'ouvrir le port d'Anvers. La totalité du ravitaillement des armées de terre et de l'air vient du port artificiel d'Arromanches et les fuites sont nombreuses, marché noir oblige. Nous sommes plusieurs fois cloués au sol, faute de carburant.

Pour ouvrir le passage vers Anvers, barré par l'île de Walcheren, l'aviation de bombardement anglaise attaque massivement les rives de l'île, qui est en-dessous du niveau de la mer. Les digues sont détruites sur plusieurs kilomètres. L'île est « *coulée* ». Seuls surnagent les digues des champs et des routes. La première mission, le lendemain, est d'attaquer des carrefours où sont concentrées les forces allemandes en retraite dans l'île. Ne voulant pas engager le groupe que je mène ce jour-là, je plonge auparavant tout seul sous les nuages épais pour repérer la situation. Je fus vite informé.

Je débouchais juste au-dessus d'une concentration que nous devions bombarder en piqué et je fus reçu par une violente riposte de la « *flak* », la défense anti-aérienne allemande. Toujours « *la baraka* ». Un obus traverse mon plan (aile) gauche, faisant un grand trou mais, miracle, ne touche rien de vital. Le temps de diriger le groupe vers un objectif secondaire moins dangereux, et retour au terrain en catastrophe, espérant que l'aile n'allait pas se casser. Atterrissage difficile, mais le *Spitfire* a une façon de vibrer quand il est à la limite de la perte de vitesse, avertissement qui certainement m'a sauvé la vie ce jour-là.

Anvers est enfin dégagée. Nous devons déménager le lendemain pour l'aéroport de la ville qui, plus tard, sera sérieusement touché par des V2. Une opération de repérage et d'attaque de convois allemands est décidée. Ce n'est pas mon tour de voler, mais un de nos pilotes est introuvable. Je me désigne d'autorité pour le remplacer. Au-dessus de la Hollande, un obus enlève le bout de mon aile gauche. Rien de grave, mais ce que je ne sais pas, c'est que des éclats ont troué mon réservoir de « *glycol* », le produit qui refroidit le moteur. Bêtement, je continue l'opération. Au retour, mon moteur se met à vibrer et finalement s'arrête. Nos lignes sont encore à une vingtaine de kilomètres. Je me pose parfaitement, train rentré, dans un polder tout juste assez grand pour m'accueillir, contrairement aux instructions spécifiant que, dans une

situation scabreuse, il faut sauter en parachute. Mon « *numéro 2* », qui m'a escorté presque jusqu'au sol, me voit me dégager de l'avion et partir en courant en direction de l'ouest. Il a pu rendre compte que j'étais sorti vivant de l'incident. Je ne cours pas longtemps, des balles sifflent à mes oreilles. Prudemment, je m'arrête. Les soldats allemands qui me tiraient comme un lapin viennent me cueillir. Fin de ma vie de pilote de chasse.

Prisonnier

Je suis tombé à côté du quartier général d'une division d'infanterie. Le général tient à me recevoir. Ce n'est pas un nazi, mais visiblement un officier de la vieille *Wehrmacht*, il s'enquiert brièvement de mon état, me dit que j'ai de la chance car, pour moi, la guerre est finie. Je râle. C'était l'heure du déjeuner. Pour la première fois depuis bien longtemps, il y avait des œufs à la base et je ne pensais qu'à une chose, qui allait hériter de ma ration ? Ce qu'on peut être bête dans des circonstances pareilles. Dans mon mauvais allemand, j'ai expliqué à mes gardes que l'Allemagne était fichue... Un sous-officier, qui est sorti de son chemin pour bien me traiter, me demande une note pour le dire à ses éventuels capteurs. Il crève de peur parce que l'unité alliée en face des Allemands est polonaise et, dit-il, massacre ses prisonniers. Ce n'est pas vrai et je ne lui donne pas son sauf-conduit. Deux des soldats qui me gardent ont un type différent des autres. Je découvre rapidement qu'ils sont autrichiens. Je leur garantis que leur pays retrouvera son indépendance. Au moment d'être relevés et après s'être assurés qu'ils ne pouvaient pas être entendus, l'un d'eux me lance un salut typiquement autrichien : « *gruss got* » (Dieu vous bénisse).

Je me fais du souci pour Madeleine. Mais mes camarades m'ont vu sortir vivant de ma carlingue. Elle doit être rassurée même si elle ne me reverra pas avant la fin de la guerre. Elle ne saura que deux mois plus tard, par un message radio de la Croix-Rouge, que j'étais sur la liste des prisonniers.

Deux jours plus tard, un officier de *l'Abwehr* (contre-espionnage allemand) flanqué de deux gardes en armes vient me chercher dans une grosse *torpedo*. Je m'assieds à côté de lui. Et nous plongeons dans l'irréel et la conversation mondaine. Il a vécu des années aux États-Unis et a quitté New York quinze jours avant la déclaration de la guerre. Pas de regret. Mais qui va gagner ? Et de quoi sera fait l'après-guerre ? Nous nous quittons bons amis en échangeant une poignée de main. Il sait maintenant que l'Allemagne a perdu

la guerre. Le nombre de camions incendiés sur le bord de la route me réchauffe le cœur. La RAF est passée par là.

Un camion gazogène, avec deux soldats pour me garder, m'emène à Venlo (Hollande), près de la frontière allemande. En chemin le camion s'arrête. Les soldats me mettent en joue quand je m'éloigne pour satisfaire un petit besoin. Le camion ramasse un Hollandais qui faisait de l'auto-stop. À peine installé, il déballe un paquet avec un gros quignon de pain et des saucissons. Soudain, il se rend compte que je le regarde avec envie. Je lui montre mes ailes sur mon *battle-dress* et lui dit « *English* ». Le paquet s'est aussitôt retrouvé sur mes genoux. Plus tard, transporté en camion découvre le centre de triage à la gare de Venlo avec plusieurs autres aviateurs anglais et américains, nous sommes ovationnés par la foule qui se colle au véhicule pour nous serrer les mains. Les gardes allemands n'ont pas bronché.

Encadré par une demi-douzaine de soldats de la *Luftwaffe*, le même groupe se retrouve dans un wagon de troisième classe en route pour l'Allemagne. Nous changeons de train et, en attendant, nous sommes installés dans un coin du buffet d'une importante gare dont j'ignore le nom. Le buffet est plein d'ouvriers français qui ne prêtent guère attention à nous jusqu'à ce qu'un couple entre, nous voit et commence, en hurlant, à nous traiter, en français, d'aviateurs terroristes, d'assassins de femmes et d'enfants. Sans soulever le moindre intérêt autour d'eux, navrant interlude. Par contre, quand je siffote quelques mesures de la *Marseillaise*, immédiatement réprimé par nos gardes, tous les regards s'éclairent. En sortant sur le quai, nous croisons un groupe de pauvres hères déguenillés, squelettiques, hâves, agglutinés de peur. Qui sont-ils ? Où vont-ils ? Nous ne l'avons jamais su. À Düsseldorf, nuit hallucinante dans un très profond abri bourré de monde, dont beaucoup d'ouvriers français. Mais le contact est impossible, nous sommes surveillés de trop près. Tenter de s'évader dans ce labyrinthe ne mènerait à rien.

Dulagluft

Francfort. Tout le monde descend. La ville, en partie détruite, offre un spectacle d'apocalypse. On nous dirige sur Oberusel, dans la grande banlieue de la métropole, où se trouve Dulagluft, le camp d'interrogation où passent tous les aviateurs prisonniers des Allemands, sauf les Russes. Isolation complète dans de petites cellules où les lattes en bois qui servent de lit tombent au moindre

mouvement. Premier interrogatoire, première surprise : les Allemands savent tout de moi. Formation scolaire, carrière journalistique, lieux de séjour, entraînement d'aviateur civil et militaire. Mais ils ne savent rien de mon groupe de chasse. Suivant instructions, je réponds à toutes leurs questions : « *Name, rank, number* ». Les choses traînent un peu en longueur. « *Votre famille sera avertie de votre captivité dès que vous serez envoyé dans un camp de prisonniers* », me dit-on. « *Il suffit pour cela que vous répondiez à nos questions* ». Mon moral en souffre. Je m'inquiète surtout pour Madeleine. Pour mieux se faire comprendre, mes gardes, par moins 20 degrés, ouvrent la fenêtre de ma cellule toute grande, puis font marcher le chauffage à fond. Enfin, après de multiples séances d'interrogation, on me dit que je vais être remis à la *Gestapo* comme espion. Drôle de manière de pénétrer en Allemagne. L'essentiel, je sors de là. Noël, les très beaux *Christmas carols* allemands chantés par nos gardes, a été atroce. L'un des gardes, un Alsacien, était venu me dire, en français, combien il se sentait Français et avait été mobilisé par les Allemands, malgré lui. Mais quelques jours plus tard, quand il s'en fallut de peu que les Allemands percent le front allié dans les Ardennes, il revint, triomphant, hurlant que les Français n'avaient que ce qu'ils méritaient. Où était mon Alsacien ?

Comme je quittais Dulagluft, un sous-officier de *l'Abwehr* me demande en excellent français quels étaient mes liens de parenté avec René de Segonzac, l'explorateur du Maroc. Fêru d'histoire coloniale, il avait lu tous ses rapports quand il était à l'université. Que le monde est petit : ma récompense fut un énorme bol de gruau qui compléta heureusement la ration quotidienne d'une assiette de soupe aux orties et deux tranches de pain noir vaguement tartinées de margarine le matin, de confiture innommable le soir.

Interlude surprenant

Au lieu d'être envoyé dans un camp de prisonniers immédiatement, je me trouvais dans un centre d'interrogatoire politique à Westlaw au Nord de Francfort après avoir traversé la cité à pied, sous escorte, pendant un bombardement de forteresses américaines. Terrifiant. Partageant une grande pièce avec deux aviateurs anglais, alimenté proprement, servi par une ordonnance allemande, j'appris que je devais ce traitement de faveur à mon passé de journaliste et à mon éventuelle connaissance des intentions politiques des alliés envers l'Allemagne. Mon interrogateur, ou plutôt interlocuteur, était un civil et probablement

un diplomate de carrière. L'entrée en matière fut brutale. « *L'Allemagne est vaincue*, me dit-il. *Elle aura le choix, soit rejoindre les occidentaux où elle ne sera qu'un rouage parmi d'autres, soit se tourner vers la Russie où sa grande supériorité technique et intellectuelle, ses dons d'organisation, lui permettront progressivement de devenir le cerveau créateur de ce vaste et puissant empire au prix, il est vrai de quelques têtes. Qu'en pensez-vous ?* » Méfiant je me limitais à ma réponse « *name, rank, number* » ou à des généralités. Mais quel ahurissant aveu de faiblesse, début janvier 1945, aux heures de la plus sombre des défaites envisagées. J'avais trop perdu, hélas, le contact avec autre chose que la guerre pour réaliser l'importance de cet entretien. Et en tous cas, dans ma position de prisonnier sans pouvoir autre chose que d'écouter, qu'aurais-je pu faire ?

Plus tard, après la guerre, j'appris qu'il y avait deux centres, très officiels, de ce genre dans toute l'Allemagne, qu'ils avaient été créés sur ordre de Himmler qui préparait l'avenir. Mais dans la manière dont les questions étaient posées, je réalisais qu'un grand nombre d'Allemands, surtout dans les milieux industriels, voyaient malgré tout une possibilité de redressement rapide pour leur pays, mais à condition d'une participation à la reconstruction économique et industrielle de la Russie, quelle que soit sa couleur politique.

Par ma fenêtre, je voyais un « *schloss* » typique perché sur un piton. « *C'est le château de Braunfels* », m'explique mon interlocuteur. Je me gardais bien de lui dire que ma tante, Espérance, la sœur de ma mère, était la belle-sœur du propriétaire de ce *schloss*. Mais je crus comprendre qu'il n'était pas nazi, mon interlocuteur non plus. Et, je l'ai su plus tard, ma tante et ses deux filles non plus.

StalagLuft 1

Les brèves vacances sont terminées. En route pour le camp de prisonniers *StalagLuft 1* à Barth, en Poméranie, en bordure de la Baltique, à 60 kms de la Suède. Nous sommes, depuis le début et jusqu'à la fin, entre les mains de la *Luftwaffe*, aux réactions plus humaines, semble-t-il, que les autres armes. Voyage cahotique et interminable avec arrêts fréquents, à huit dans un compartiment de seconde pour six. Pour laisser passer les convois de troupes, garés sur une voie de triage, la nuit à Hanovre, nous assistons au bombardement de la ville tout en espérant qu'il ne s'étendra pas à la gare car nous sommes enfermés dans notre wagon avec aucune possibilité d'en sortir.

Le « *compound* » (camp) RAF dans lequel je me trouve emprisonné est composé d'une longue série de baraquements en bois d'une trentaine de pièces avec lits superposés où couchent, à l'étroit, une vingtaine de prisonniers de guerre. Nous sommes entourés de barbelés et de tours de guets. Deux autres « *compounds* », séparés de nous par des barbelés à profusion, abritent les Américains. Le seul point de contact est l'infirmerie, commune à tous. Au nord, des marécages puis une île couverte de forêts sombres et plus loin la mer. Au Sud, une base d'essai de la *Luftwaffe*, avions ultra modernes pour l'époque, à fusées ou réactions dont les pilotes viennent parfois discuter avec nous à travers les barbelés sur les qualités respectives de nos avions. Au centre, un petit camp complètement séparé des autres où sont détenus des officiers supérieurs russes, colonels, commandants dont la tâche est de nettoyer et de vider nos latrines, tâche considérée trop ingrate pour nous occidentaux. Que dire de cinq mois de captivité à « *krieger land* », sinon comment combattre l'ennui et pleurer la liberté : livres sans intérêt fournis par les Croix-Rouge des alliés, discussions sur la philosophie, la politique, la cuisine surtout, troc de produits contenus dans les rares paquets de la Croix-Rouge britannique, cigarettes, « *D bars* » (plaques de chocolat concentré), j'essaie de perfectionner mon mauvais allemand. Et avec un camarade français qui est devenu mon meilleur ami : « *Tom* » Millet, nous grattons avec le plat de la main, le bras enfoncé jusqu'à l'épaule, les énormes jarres de gruau, notre pâture quotidienne, pour récolter quelques bouchées supplémentaires de brouet. Pas bien élégant mais ça aide. Et deux fois par jour on vient nous lire, en catimini, les derniers communiqués alliés captés sur un poste clandestin fabriqué sur place avec des pièces obtenues des gardes allemands, de plus en plus âgés, en échange de quelques gâteries de nos paquets de la Croix-Rouge.

Je m'inquiète de Madeleine. Que fait-elle ? Comment vit-elle ? Le soi-disant courrier des prisonniers est tari depuis longtemps. Les cartes que nous pouvons soi-disant remplir brièvement ne dépassent pas le baraquement. Le moral en souffre ; des appels quotidiens en plein air et dans le froid n'arrangent pas les choses d'autant plus que les Allemands se perdent dans leurs calculs et recommencent plusieurs fois. Quant à la toilette, nous faisons parfois chauffer d'énormes chaudrons où les derniers venus se baignent dans une eau noire de saleté. Mais c'est mieux que rien.

Les tentatives d'évasion sont interdites

par l'état-major anglo-américain du camp. Trop dangereux depuis le fiasco de l'évasion du *StalagLuft 3*, où une cinquantaine des soixante dix prisonniers qui s'étaient enfuis furent repris et massacrés. Et en tout cas, nous savions que la fin de la guerre approchait.

En prévision de la déroute allemande et la possibilité de massacre de nos quelque 3000 aviateurs RAF et 5000 Américains, envisagé disait-on, par des unités de SS opérant dans la région, nous avions formé des commandos dont je fais partie, mais uniquement dans le camp anglais, les Américains étant considérés comme trop bavards. Sans arme, seulement quelques « *cocktails Molotov* », nous défendre aurait été sans espoir. Mais il fallait essayer.

La révélation de leur existence fit reculer le commandant allemand du camp qui voulait, à l'approche des Russes, nous replier sur Rostov, le grand port sur la Baltique. Ne voulant pas de morts sur les bras, il partit tout seul avec sa centaine de gardes, des « *Volkssturm* », armée du peuple, cacochymes, âge moyen 60 ans. Nos camarades eurent la surprise, en se réveillant un matin de mi-avril, de voir les tours de guet, occupées par nos gens. La politique, en effet, était de maintenir tout le monde dans le camp en attendant l'établissement de liaisons avec les alliés arrivant de l'ouest.

Mais les Russes furent là avant eux. Les premières unités qui passèrent à la poursuite des armées allemandes, de ce qui en restait, étaient impeccables, admirablement équipées et disciplinées. Derrière eux, ce fut « *l'armée de Bourbaki* », des Russes asiatiques surtout transportés dans des fourragères à foin, vivant sur le pays, désorganisés, voleurs, violeurs, cependant seulement méchants envers ceux qui leur résistaient. Du sang ? Non, mais de la rapine et de la vodka. Ma tâche, avec un groupe de commandos, fut de saisir l'aérodrome, ce qui se fit sans coup férir, car il n'y avait plus de résistance, même les SS ayant jeté leurs uniformes et revêtu des vêtements civils, et de dégager les pistes sur lesquelles les Allemands, en fuyant, avaient disposé des bombes, heureusement pas armées.

Sur place, je découvris, dans un cadre fleuri, l'existence d'un petit camp de concentration. Il avait été évacué. Seuls restaient une centaine de malheureux de toutes races, religions et nationalités, trop malades ou épuisés pour partir, entassés à peine vivants, dans des pièces où la puanteur était intolérable. Beaucoup décédèrent, malgré les soins qui leur furent apportés avec l'aide d'une antenne médicale russe arrivée sans

médicaments dans notre infirmerie, où les plus atteints avaient été transportés.

Le camp fut évacué en trois jours par une noria de « *forteresses volantes* », après une longue négociation entre états-majors russes et alliés. Le personnel RAF était ramené en Angleterre dans la banlieue de Londres, les Américains en France, près du Havre. Il était temps car nous commençons à être imbibés d'alcool, ce qui est nocif sur des estomacs vides depuis des mois.

[...] Bon nombre de nos camarades, libérés des barbelés des camps par un étrange cosaque à cheval, se disant colonel mais sans doute simple soldat et ivre, tendaient, impatients, à partir indépendamment vers l'ouest et les lignes alliées, à leurs risques et périls. Un prisonnier français de 1940, rencontré dans une ferme des environs, refusa l'offre que je lui fis de partir avec nous. Le mari de la fermière allemande avait disparu depuis trois ans, il l'avait remplacé et ne voulait pas abandonner ce qui était devenu sa famille. Il ne fut pas le seul, j'ai entendu dire, à choisir de rester en Allemagne.

L'accueil sur la base de la RAF fut émouvant. Après avoir été épouillé à la descente de l'avion par des infirmiers armés de vaporisateur, nous fûmes pris en main par une nuée de WAAF (*Women Auxiliary Air Force*) aux petits soins pour nous, faisant tout en leur pouvoir pour nous faire apprécier notre retour à la liberté. Le plus urgent pour moi fut évidemment de retrouver Madeleine. Des téléphones, de l'argent pour les utiliser étaient à notre disposition. Mon premier appel fut pour

Léo d'Erlanger, mon cousin. Ma famille n'était plus chez les amis de Léo dans leur vaste demeure près de Southampton, mais dans un bungalow au sud de Londres. Première question, comment s'était passée la naissance du deuxième enfant ? Était-ce un garçon ou une fille ? Tout allait bien pour Catherine et sa mère. Ainsi je savais. Muni d'un viatique de la RAF, je suis parti immédiatement pour le bungalow.

Un joyeux « *re-re* » et une grande agitation des bras et des jambes me firent croire que Catherine était heureuse de découvrir son père. Lionel, par contre, fut effrayé de voir cet intrus qu'il ne connaissait pas, le prendre dans ses bras et se mit à pleurer. Les choses s'arrangèrent rapidement. Quant à mes retrouvailles avec Madeleine, inutile de les décrire. Vous pouvez l'imaginer. Mais je ne réalisais pas combien elle avait souffert : angoisse, solitude, moyens financiers restreints.

Décompression

Dès le lendemain, je partais pour Londres, l'état-major de l'aviation française ne réalisant pas que j'étais sous tension, que la guerre était terminée, que ma place était auprès de mon épouse et de mes enfants. Au bout de quelque temps, je retrouvais mon équilibre. Les visites à Londres s'espaçèrent ; je n'étais plus tenu à aucune obligation militaire. Il était temps de se tourner vers l'avenir, car rester dans l'armée de l'air, comme le firent beaucoup de mes camarades, ne me tentait pas. Je voulais essayer autre chose. Mais

quoi ? Léo d'Erlanger m'offrit une solution. Le génie, qui avait imaginé et conçu *Mulberry Harbour*, le port artificiel créé à Arromanches, cherchait des démarcheurs pour négocier des contrats d'entreprises publiques dans une Europe où tout était à reconstruire. Un journaliste lui parut avoir le bagout, la capacité de convaincre, le culot pour réussir. Je fus donc engagé. Mais au début, il fallait que je m'initie et je m'ennuyais à traîner dans les bureaux.

Deuxième départ dans la vie

Au cours d'une brève visite à Paris, je déambulai sur les Champs-Élysées quand j'entendis appeler mon nom. C'était Pierre Lazareff¹. De retour de New York, où il dirigeait les émissions radio en français organisées par l'OWI², les services de propagande américains. Il venait de prendre la direction de *France-Soir*, un quotidien du soir tirant, à l'époque, sur une unique feuille qui était, au départ, *Défense de la France*, un journal clandestin de la Résistance, et avait besoin d'un correspondant à Londres. Aussitôt dit, aussitôt fait. Adieu contrats mirobolants, construction de ports, de systèmes ferroviaires et autres gigantesques travaux publics et leurs sources de contrats mirifiques. Je retournais à mes premières amours, alors que, jusque-là, je pensais qu'il n'y avait pas d'ouverture pour moi dans la presse, toutes les places étant prises dès la libération de Paris, comme me l'avait affirmé à l'époque un ami journaliste ne réalisant pas que, pour moi et beaucoup d'autres, la guerre n'était pas terminée de beaucoup s'en fallait.

¹ Les deux hommes se sont liés d'amitié à l'époque de Paris-Soir. Segonzac a notamment servi d'interprète à Lazareff pour une interview avec Winston Churchill (NDLR).

² L'Office of War Information (NDLR).



Parking Wurtz

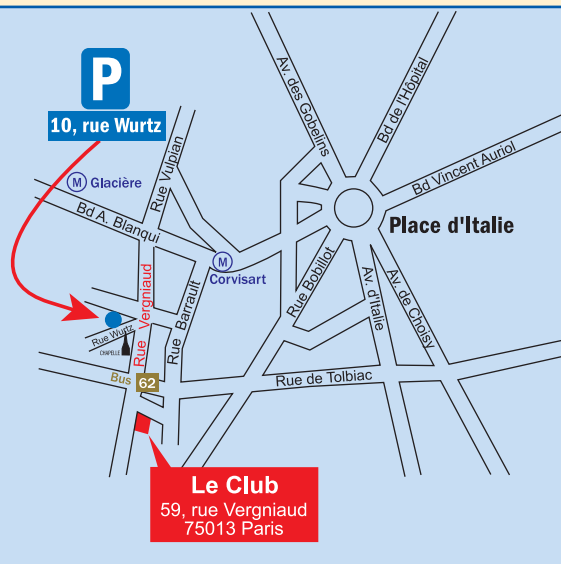
10, rue Wurtz

à moins de 200 mètres du Club,
face à la chapelle

2 € de l'heure

(le temps d'un déjeuner ou d'un dîner)

sur présentation de la carte
de participant à la Fondation
ou lettre d'invitation



Documents

La prise de San Andréa Patrouille du BIMP Héros obscur

Ces trois témoignages sont parus anonymement dans le Bulletin de liaison et d'information de la 1^{re} division motorisée d'infanterie (1^{re} DMI), édité depuis le n° 4 du 4 septembre 1945 par le bureau « 25 » de l'état-major divisionnaire. À l'origine simple bulletin de presse du 5^e bureau de l'état-major tapé à la machine, le Bulletin de liaison voit le jour le 6 juillet 1945, avant de devenir le Bulletin de liaison et d'information le 14 juillet suivant. D'abord ronéotypé, il fait l'objet, à partir de son dix-huitième numéro, daté du 7 décembre, d'une impression réalisée par l'imprimerie Draeger.

« La prise de San Andréa » a été publié dans le n° 28 du 24 février 1946, « Patrouille du BIMP » dans le n° 29 du 4 mars suivant, « Héros obscur » dans le n° 30 du 11 mars.

Pour information, un autre texte de cette publication, écrit par Léon Rouillon sous le titre : « La réaction de Laurent-Champrosay et de ses hommes en AOF » et édité dans le n° 32 du 25 mars 1946, avait déjà fait l'objet d'une réédition, dans le numéro spécial de la Revue de la France Libre de juin 1965 consacré au 25^e anniversaire du 18 juin 1940.

La prise de San Andréa

Le 13 mai 1944, le bataillon de marche des tirailleurs sénégalais n° 21 reçoit l'ordre d'enlever le village italien de San Andréa, un des bastions de la ligne « *Gustave* ».

L'attaque se déclenche dans un terrain boisé et coupé. Un épais brouillard rend la visibilité presque nulle. La progression du bataillon se heurte à un feu nourri des Allemands.

Après plusieurs heures de combat, le BM21 s'empare de Colle Franco qui n'est séparé de San Andréa que par un profond ravin.

San Andréa est juché sur une falaise abrupte qui semble imprenable. Pendant dix minutes notre artillerie bombarde le village. Puis une patrouille du BM21 part pour San Andréa.

La montée est dure. Sur une centaine de mètres, le chemin creux offre une certaine protection. Mais ensuite c'est la falaise nue, qu'il faut escalader, passer de murette en murette et toujours ces rochers qui dominent, qui voient tout. Y a-t-il des Allemands derrière des pierres ? À tout instant on croit voir apparaître un canon de fusil, un casque. C'est une vraie hantise. Le mieux c'est de monter vite sans lever la tête. Un grand effort, nous y sommes. Personne. Rien ne bouge. Devant nous un grand village, bien plus grand que nous le pensions, tout en ruines. Nous partons par petits groupes

fouiller des pâtés de maisons, pistolet au poing, mitraillette à la hanche. Les hommes avancent lentement, prudemment. Nous avons l'impression de nous y perdre. Les uns vont d'un côté, les autres de l'autre. La patrouille est engloutie par le village et ce ne sont plus que des petits groupes de deux qui longent les rues.

Ah voilà un Allemand ! Non, c'est un vieil Italien. Étonnement. Comment un civil a-t-il pu rester ici ? Des Allemands il n'y en a plus dit-il. Mais sous la menace d'un « *colt* » il consent à sortir de sa maison. Prudemment il s'avance jusqu'au coin de la rue, et nous montrant de l'index la place du village : « *s'il y en a, ils sont là-bas.* » Et vite il rentre chez lui. On y va ! Allons-y. Il y a cent mètres à faire. Nous rasons les murs. Brusquement une ombre dans la pièce. Ils sont là. Pistolet au poing nous bondissons, l'un d'entre nous qui parle allemand crie : « *Rendez-vous !* » Oh miracle, de la cave d'en face sort d'abord un drapeau blanc, puis l'Allemand qui le porte, puis un deuxième, les bras en l'air, puis un troisième, un quatrième... « *Rendez-vous tous immédiatement et vous aurez la vie sauve.* » Et les voilà qui sortent de partout, 10, 15, 20, le nombre s'accroît sans cesse. Nous ne sommes que deux. Heureusement nos camarades répondent assez vite à nos appels et nous voilà trois Européens et quatre tirailleurs à la tête de 50 prisonniers dont 10 officiers, mais qu'est devenu le reste de la patrouille ? Elle a fouillé l'autre partie du village. Nous envoyons un prisonnier voir s'il reste

d'autres Allemands et leur dire de se rendre. Mais il n'y en a plus. Tant pis. Mais si, voilà le reste de la patrouille qui revient avec ses prisonniers, 13. Nous en avons donc 63. La prise est bonne et n'il y a pas que des prisonniers, des armes, des munitions, des vivres, des mulets tombent entre nos mains.

À minuit le 13 mai, le BM21 occupait San Andréa.

Patrouille du BIMP

Le petit Bellec¹, aspirant tout neuf du bataillon du Pacifique, part le 23 avril 1942 avec sa section calédonienne en patrouille vers Mekeli.

La boussole indique la direction, le compteur de la *Morris* compte les distances : « *Halte !* ».

Nous devons être à 1500 mètres de la position ennemie. Il est 23 heures. « *Voitures à l'abri, section en échelon de recueil, Tranape, Barrère, Mulo², avec moi la patrouille !* ».

La patrouille part suivant le doigt merveilleux du petit instrument. « *Qui va là ?* », la patrouille stoppe 10 minutes, silence. En route. « *Qui va là ?* », nouvel arrêt, plaqués au sol les quatre hommes ne soufflent même plus, nouveau silence, nouvelle progression. Nouvelle sommation mais à 0 heure 30 la patrouille discerne dans la nuit une tente dressée, à côté un dépôt de munitions, un fil téléphonique entre sous la tente, il suffit de le suivre. Un coup de

¹ Jean Bellec (1920-2002), compagnon de la Libération (NDLR).

² Jean Tranape, né en 1918, compagnon de la Libération, Léonce Barrère, né en 1919, et probablement Eugène Millot, né en 1921 (NDLR).



Éléments du bataillon du Pacifique à Bir Hakeim (coll. particulière).



Mekili, Mecheli ou Mekili, en Cyrénaïque, au nord-ouest de Bir-Hakeim (coll. FFL).

torche, deux lits, deux pyjamas, un revolver sous chaque visage, on les réveille. Mais le bruit a réveillé le camp.

Sur toutes ces faces les *Breda* lancent leurs balles en rafales, la patrouille est cachée dans les munitions à l'intérieur du dispositif des armes. Vers 2 heures seulement le feu cessera. *« Mettons tout de même un pétard à retardement dans cette caisse de grenades... et en route. »*

À 3 heures, la patrouille rejoint sa section, embarquée dans les voitures tandis que Bellec commence à se reprocher, comme il le fera toujours, de ne pas avoir ramené un prisonnier en pyjama qui mettait tant de bonne volonté à les suivre.

Héros obscur

On m'arrache la couverture *« Hé... la garde »*.

Lentement je me lève, hébété, plein de hargne. J'ai pris, titubant, la place d'un paquet d'ombre qui me chuchote : *« Ouvrez l'œil, ils rôdent... »*. J'écarquille les yeux, hume le silence, tends les nerfs pour capter l'invisible. La lune maussade promène lourdement sa nonchalance. Des arbres mutilés s'étirent, mêlant leurs branches nouées aux barbelés grimaçants. Tout est silence... Soudain des crépitements, un long mugissement, une fusée froufroulante qui se balance, des explosions de mortiers et, de nouveau, le silence hypocrite, frôleleur, énervant...

Le soleil levant a chassé l'angoisse, les oiseaux chantent la vie. Je pars, tel un promeneur paisible et matinal, sur le chemin des mules qui mène au petit poste de Graminonde. De grosses mouches bourdonnantes m'accompagnent de leurs tourbillons. Au tournant du sentier surgit le rocher abrupt. Ici des abris en rondins, matelassés de sacs à terre, là des nids de grenades à portée des emplacements de combat, plus loin, un guetteur immobile, gris comme la roche grise qui semble l'absorber... A mon approche un cercle

s'ouvre suspendant ses clameurs. On chuchote un nom. Pothier³... C'est Pothier ? Pauvre gosse, 18 ans. La face bâillonnée par un pansement, les yeux clos, la poitrine sanglante, il gît, crucifié sur ce sol ingrat. Ses mains griffent encore la terre, et son fusil, fracassé, est mort lui aussi à ses côtés. Le sergent Laborey, à demi songeur, articule quelques paroles : *« Nous avons eu chaud cette nuit, jusqu'au petit jour nous les avons eus. Et ils étaient nombreux, acharnés, six fois il a fallu les repousser ; le jour les a fait fuir. Sans Pothier nous étions cuis. C'est lui qui a aperçu le premier leurs signaux lumineux... Pauvre gosse, il n'a pas hésité à donner l'alerte, même une fois blessé... »*

« Reposez... Armes ». Les crosses frappent le sol sonore. Les vivants ont salué la mort.

La caravane des mules descend le sentier, emportant le cadavre qui tanguait au pas déhanché de la bête. Et puis, le brouillard matinal des vallées a tout englouti...

C'est de nouveau la nuit. Je guette près des braises qui se consomment. Les yeux fixés vers le ciel piqueté d'or, je revois un visage hallucinant, et je rêve au drame de la nuit passée.

L'ombre envahit le petit poste. Les voix se taisent, les guetteurs s'incrument aux rochers. Les hommes chuchotent et se coulent dans leurs abris. Le sergent Laborey avant de les imiter fait sa ronde et écoute le silence, une vague inquiétude l'opresse, son chef lui manque ; il a touché de jeunes recrues. Mais la tresse blanche du champ de mines, frissonnant sur sa gauche, le rassure. Une voix étouffée le hèle. C'est un guetteur, il a entendu des craquements, des chuchotements. Il lui semble avoir vu des ombres. On double les postes. Pothier et Brossard veillent sur un éperon rocheux. Une lumière a jailli tout près. Brève... Brève... Longue... Une autre lui a répondu. Brève... Brève... Des signaux derrière le poste ? Il faut prévenir.

Le jeune Pothier s'avance dans la nuit hostile. Il frissonne. Il n'a pas peur cependant. Il n'a jamais encore conçu l'idée de la mort. C'est sans doute la fraîcheur subite qui court avec le vent. Voici la cuisine en forme d'isba. Ils ont vu aussi sans doute. Il appelle : *« Jojo... est-ce toi ?... »*. Son fusil a jailli de ses mains. Un choc brutal le renverse. Déjà lointain, bourdonne le tocsin à ses oreilles assourdies. Mais il trouve encore la force de se soulever. Il hurle dans un gémissement : *« Les boches... »*. Les marsouins ont déjà bondi à leurs emplacements de combat. L'escarmouche commence. Des explosions de grenades immobilisent les ombres insidieuses. En rampant, le sergent Laborey approche du blessé qui geint ; mais les miaulements excités qui passent sur sa tête le rappellent à l'ordre. Tout le sort du petit poste est entre ses mains, il n'a pas le droit de penser à l'amitié. Il revient sur ses pas. *« Allo, l'aigle ? Allo, l'aigle ? prévenez l'hirondelle, vite, un éclairant et des mortiers sur S.12 »*. Quelques secondes après, un parachute suspend sa magique clarté sur les roches arides où se terre une volée de silhouettes noires. Tout s'éteint. Un sifflement brutal, une gerbe de cailloux, d'éclats, de feu, un fracas roulé d'écho en écho, les mortiers boudeurs entrent en danse. Les ombres rampent dans les rochers, se coulent sous les barbelés, se blottissent dans les angles, bondissent, chuchotent, mais se rapprochent encore.

Le blessé halète. Sa poitrine lui pèse. On rampe près de lui, une main l'étreint, brutale, avide. Quelque chose de glacé glisse sur sa joue, effleure ses lèvres. Il ouvre grand les yeux. Dans un éclair, il voit une face haineuse qui semble boire sa vie. Un cri sourd, une détonation, une bouche qui saigne dans un visage baigné de lune.

³ Un Robert Pothier, 2^e classe au bataillon de marche n° 5, a été tué le 23 avril 1945. Il est inhumé au cimetière divisionnaire de la 1^{re} DFL à L'Escarène (NDLR).

Trois archéologues au service de la France Libre

Henri Seyrig (1895-1973)

Né le 10 novembre 1895 à Héricourt (Haute-Saône) dans une famille de grands bourgeois luthériens installés à Mulhouse (Haut-Rhin) et liés à la Suisse, Henri Seyrig n'a que trois ans quand ses parents s'installent dans cette ville. Après un passage au collège de Mulhouse, où il apprend l'allemand, il est envoyé au collège des Roches, en Normandie, puis à Oxford, en 1913-1914, quand éclate la Première Guerre mondiale. Polyglotte, il parle couramment le français, l'allemand, l'anglais et le grec moderne. Il est mobilisé et sert successivement dans l'artillerie à Verdun, où il est décoré de la croix de guerre avec deux citations, dans les Vosges, en Italie et, en 1917, à l'armée d'Orient, à Salonique.



Daniel Schlumberger et Henri Seyrig dans les années 1930 (coll. A. Schlumberger).

En 1919, à la fin de la guerre, il choisit de se consacrer à l'archéologie. Auteur d'un mémoire d'études supérieures sur la maison homérique préparé en Sorbonne sous la direction de Victor Bérard, il est reçu à l'agrégation de grammaire en 1922 et admis à l'École française d'Athènes, où il demeure sept ans, comme membre puis, à partir de 1928, comme secrétaire général.

Nommé le 21 octobre 1929, directeur du service des Antiquités de Syrie et du Liban, il se marie l'année suivante avec Hermine de Saussure, fille d'un officier français, issue d'une famille genevoise, qui lui donne en 1932 une fille, l'actrice Delphine Seyrig. À Beyrouth, il constitue une équipe dévouée, comprenant Daniel Schlumberger, disciple et ami rencontré à Mulhouse en 1923, et réorganise l'Institut français de Damas ; un centre scientifique est créé en 1932, dont il devient directeur en janvier 1938. Le 17 mai 1939, il se voit également confier la charge de conseiller du Haut-commissaire pour les questions culturelles.

En juin 1940, il accueille l'annonce de la défaite avec incrédulité. Quand lui parvient la nouvelle de l'armistice, selon le témoignage de Georges Buis¹, il est à l'Instruction publique avec Gabriel Bounoure et Georges Schehadé. « *Ils ressentaient l'attitude de la France comme une honte, une bêtise intolérable* », explique-t-il. « *Ils étaient blancs ; dans une attitude de refus total. Seyrig répétait : « Je ne veux pas parler de ça. Je cherche le dictionnaire encyclopédique de d'Alembert ». De ce jour, nous avons été solidaires* ».

Après la campagne de Syrie, qui oppose les forces anglo-françaises libres à l'armée vichyste du Levant (juin-juillet 1941), Henri Seyrig démissionne de l'ensemble de ses fonctions, le 7 juillet 1941, refuse la direction de l'Institut français de Constantinople, que le gouvernement de Pétain lui offre – il en a assumé officiellement la charge du 8 juillet au 30 septembre 1941 – et se rallie à la France Libre.

Le 1^{er} octobre suivant, le général Catroux, délégué général de la France Libre au Levant, le prend à ses côtés comme chargé de mission au sein de son cabinet.

Le 10 mai 1942, le Comité National Français (CNF) l'appelle à Londres. Puis, en août, il est envoyé en mission en Amérique du Sud, afin d'évaluer la situation des établissements d'enseignement français dans la région et la position réelle de plusieurs professeurs. Menant une grande tournée d'inspection et de propagande auprès des colonies françaises et libanaises en Amérique du Sud, il effectue ainsi l'inspection des établissements d'enseignement de la langue française et des Œuvres françaises.

Auparavant, il se rend à New York, pour étudier avec Claude Lévi-Strauss les possibilités de rapprochement de l'école libre des Hautes études avec ces établissements.

En 1943, il propose la création d'un poste d'« *attaché culturel* » – chargé de représenter la culture française dans les ambassades de chaque pays. Lui-même est nommé le 2 octobre 1943 attaché culturel de la délégation de la France Libre à New York puis de l'ambassade de France – acte fondateur du volontarisme étatique en faveur de l'influence culturelle française aux États-Unis, où elle est devenue après-guerre « *la culture étrangère dominante* ». Cette création, effective en 1944, conjointement à celle de « *conseiller culturel* »², en fait le second attaché culturel de la France Libre après Paul Rivet, nommé à la délégation du Mexique le 18 mars 1943³.

À ce poste, il est chargé du recrutement du personnel et de la conception d'un plan d'ensemble afin de redonner de l'influence aux œuvres françaises. Claude Lévi-Strauss lui succède officiellement dans ces fonctions le 21 décembre 1945⁴.

Le 30 octobre 1943, le général de Gaulle cite son nom dans un discours prononcé à Alger à l'occasion du soixantième anniversaire de l'Alliance française, parmi les intellectuels qui ont pris part « *aux grandes batailles spirituelles et morales de cette guerre* » et ont su « *demeurer fidèles, sous le signe de la croix de Lorraine, à la grandeur de la France et à la cause de la liberté* ».

De retour à Paris en 1946, il convainc le gouvernement provisoire d'ouvrir un

¹ Georges Buis, *Les Fanfares perdues : entretiens avec Jean Lacouture*, Paris, Seuil, 1975, p. 62.

² Marcio Pereira Rodrigues, *Marcio Rodrigues Pereira, Le Théâtre français au Brésil de 1945 à 1970, un outil de la diplomatie française contre le recul de son influence culturelle*, L'Harmattan, 2009, p. 50.

³ Nicole Racine, « Paul Rivet, Vichy et la France libre, 1940-1944 », *Histoire@Politique*, n° 1, mai-juin 2007.

⁴ Le 1^{er} décembre 1945, selon Laurent Saint-Gilles, *La Présence culturelle de la France aux États-Unis pendant la guerre froide : 1944-1963*, L'Harmattan, 2007, p. 46-47.

Institut français d'archéologie à Beyrouth, pour sauver l'héritage scientifique français au Proche-Orient, et en prend la direction jusqu'au 31 décembre 1966. Parmi les deux premiers pensionnaires de cet Institut, on compte l'abbé Jean Starcky, ancien aumônier du bataillon d'infanterie de marine et du Pacifique (BIMP), alors curé de Palmyre. Professeur de l'université de Paris depuis mai 1945, directeur des Musées de France de juin 1960 à mars 1962, il est élu membre non résident de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres en 1952.

Il disparaît le 21 janvier 1973 à Neuchâtel, où il s'était retiré après sa retraite.

Daniel Schlumberger (1904-1972)

Issu de la grande bourgeoisie industrielle protestante de Mulhouse, Daniel Schlumberger voit le jour dans cette ville le 19 décembre 1904. Après des études secondaires au lycée de Mulhouse, il s'inscrit en 1922 à la faculté des lettres de Strasbourg, où il a pour maîtres Eugène Cavaignac, Paul Perdrizet et André Pignaniol et passe une licence d'histoire-géographie en 1925. Alors qu'il s'apprête à quitter Strasbourg, afin de préparer l'agrégation d'histoire à Paris, il participe, avec Henri Seyrig, à la mission de Paul Perdrizet, montée par le service des Antiquités de Syrie et du Liban, comme chargé de mission en Syrie du Nord.

En 1927, Schlumberger obtient son diplôme d'études supérieures (DES). Le 4 novembre 1929, Henri Seyrig, qui vient d'être nommé directeur des Antiquités de Syrie et du Liban, lui offre de l'accompagner à Beyrouth avec le titre d'inspecteur-adjoint, puis d'inspecteur, du service des Antiquités. En parallèle, il devient pensionnaire de l'Institut français de Damas en octobre 1938, puis secrétaire général le 24 juin 1941.

Mobilisé en 1939, il choisit de rester au Levant, après l'occupation du Levant par les forces anglo-françaises libres, en juillet 1941, et rallie la France Libre. En 1942, les services du général de Gaulle l'envoient à Brazzaville où, du fait de sa parfaite connaissance de l'allemand, il est employé au service de l'Information, comme commentateur politique.

Pendant dix-huit mois, il diffuse à Radio-Brazzaville ses commentaires sur les opérations militaires en cours sur les divers théâtres d'opérations et les vicissitudes de la vie politique française. Ayant pu consulter le dossier dans lequel étaient conservées les copies de ces interventions radiophoniques, Pierre Amandry signale qu'à chaque instant, on voit « *que leur auteur était un historien : pas d'envolées oratoires ni de cliquetis verbal, mais une analyse sobre et documentée s'élevant au-dessus de la banalité des faits quotidiens* ».

En 1944, le gouvernement provisoire, souhaitant assurer la continuité de la présence française en Afghanistan, l'envoie à Kaboul, afin de prendre en charge la Direction archéologique française en Afghanistan (DAFA), en remplacement de Joseph Hackin, membre du service des relations extérieures de la France Libre décédé avec son épouse Marie le 24 février 1941 dans le torpillage du steamer *Jonathan Holt*. Quittant Brazzaville au volant d'une camionnette, il traverse l'Afrique et rejoint Beyrouth, simple étape vers Kaboul, mais où il demeure une année, avec les fonctions de directeur de la presse et de la radiodiffusion de la France Libre au Levant, du fait de difficultés.

À la fin de la guerre, en 1945, il peut enfin atteindre Kaboul, avec sa camionnette. À la tête de la DAFA jusqu'en 1964, il choisit pour adjoint Raoul Curiel, qu'il a rencontré au service d'information de la France Libre. Pendant dix ans, il se consacre entièrement à l'archéologie, depuis la capitale afghane. En 1950, il soutient un doctorat d'histoire sur la Palmyrène du nord-ouest à la Sorbonne ; sa thèse secondaire porte, quant à elle, sur la circulation de l'argent grec dans l'empire achéménide. Devenu professeur à l'université de Strasbourg en 1955, il obtient la chaire d'histoire de l'art chrétien d'Orient, qu'il réoriente pour donner des cours sur les civilisations de l'Orient méditerranéen de la haute Antiquité au Moyen Âge.

Membre correspondant de l'Académie des Inscriptions et des Belles Lettres depuis 1955, il en devient membre en titre en 1958.

Après avoir associé pendant douze ans l'enseignement aux fouilles, entre la France et l'Afghanistan, en 1967, il abandonne sa chaire pour prendre la direction de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, où il succède à Henri Seyrig.

Après avoir démissionné de ces fonctions, il part en septembre 1972 pour un séjour d'études aux États-Unis, à l'invitation de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton.

C'est là qu'il décède, le 20 octobre 1972.

Raoul Curiel (1913-2000)

Né le 23 juin 1913 au Caire dans une riche famille juive d'origine italienne, frère aîné d'Henri Curiel (1914-1978), Raoul Curiel reçoit une éducation francophile – sa mère lui lit *Le Temps*⁵. En 1933, son père l'envoie à Paris faire des études de droit, dans l'espoir qu'il prenne sa succession à la tête de la banque familiale. Toutefois, il s'intéresse davantage aux lettres et à la philosophie, suivant les cours de sociologie de Marcel Mauss et les cours d'aveistique d'Émile Benveniste⁶, et rejoint les étudiants socialistes, dans l'effervescence politique du Front populaire, avant de se rapprocher des communistes, devant la décision de Léon Blum de ne pas intervenir aux côtés des républicains espagnols.

De retour au Caire en 1938, il renonce définitivement à la banque paternelle et obtient un poste de professeur d'histoire-géographie au lycée français d'Héliopolis, puis à celui du Caire. En septembre 1939, à la suite du déclenchement de la guerre, avec son frère Henri, il tente de s'engager dans l'armée française⁷. Le 6 décembre suivant paraît au Caire le premier numéro de *Don Quichotte*, un hebdomadaire illustré francophone, organe des « *jeunes novateurs* » créé avec son frère Henri, son cousin Raymond Aghion, Ramsès Younan et le surréaliste Georges Henein⁸.

Rallié à la France Libre, il part pour Brazzaville. Ressortissant italien – il n'a obtenu la nationalité française qu'en 1947 – il échappe à l'internement sur l'intervention du gouverneur Félix Éboué, avec lequel il se lie d'amitié, et donne des leçons de philosophie à sa fille. Il rencontre également Daniel Schlumberger, dont il devient le premier collaborateur⁹.

Avec lui, il part pour Beyrouth puis Kaboul, où il occupe les fonctions de directeur adjoint à la DAFA, à partir de 1945. En 1953, le Pakistan s'étant adressé à la France pour l'aider à réorganiser son service des Antiquités, Curiel prend la direction de l'*Archeological Survey of Pakistan*, qu'il conserve jusqu'en 1959.

⁵ Frédéric Edelmann, « Un exceptionnel érudit », *Le Monde*, 25 février 2000.

⁶ L'aveistique est une langue iranienne ancienne. Elle tire son nom de l'Avesta, livre sacré du zoroastrisme.

⁷ Gilles Perrault, « Henri Curiel, citoyen du tiers-monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1998.

⁸ Jean-Jacques Luthi, Lire la presse d'expression française en Égypte : 1798-2008, *L'Harmattan*, 2009, p. 213-217.

⁹ Françoise Olivier-Utard, Politique et archéologie : histoire de la Délégation archéologique française en Afghanistan (1922-1982), *Recherche sur les civilisations*, 1997, p. 151.

Après un ultime séjour dans ce pays de juin 1959 à mars 1960, il devient l'adjoint d'Henri Seyrig à la direction des Musées de France, où il tente de réorganiser l'archéologie en France en créant un Centre de recherches archéologiques (CRA). De 1962 à 1965, il enseigne à la VI^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE). De 1965 à 1978, il est conservateur des monnaies orientales au cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale, avant de prendre sa retraite.

Il est décédé le 23 février 2000 à Paris.

Sylvain Cornil-Frerrot

Bibliographie

- Pierre Amandry, « *Notice sur la vie et les travaux de M. Daniel Schlumberger, membre de l'Académie* », *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 122^e année, n° 2, 1978, p. 482-497.
- Pierre Courcelle, « *Allocution à l'occasion de la mort de M. Henri Seyrig, membre de l'Académie* », *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 117^e année, n° 1, 1973, p. 100-102.
- Gérard Fussman, « *Daniel Schlumberger (1904-1972)* », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, tome 60, 1973, p. 411-422.
- Mathilde Gelin, « *Histoire de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth, 1946-1977* », *Syria*, 2005, tome 82, n°82, p. 279-329.
- Mathilde Gelin, « *Daniel Schlumberger* », dans *Daniel Schlumberger. L'Occident à la rencontre de l'Orient*, Damas, Presses de l'Ifpo 2010, p. 19-21.
- Georges Le Rider, « *Henri Seyrig 1895-1973* », *Revue numismatique*, 6^e série, tome 15, 1973 p. 7-10.
- François Pouillon, *Dictionnaire des orientalistes de langue française*, Éditions Karthala, 2008.
- Laurent Saint-Gilles, « *L'émergence d'un outil diplomatique : les services culturels français de New York (1944-1963)* », *Relations internationales*, n° 121, 2005/1, p. 43-58.
- Henri Seyrig, « *Les Allemands en Syrie sous le gouvernement de Vichy* », *Espoir*, n° 30, 1981.
- Gérard Siebert, « *Portraits et silhouettes d'Alsace : Seyrig Henri Arnold* », *Revue d'Alsace*, n° 127, 2001, p. 372-376.
- Ernest Will, « *Henri Seyrig (10 novembre 1895-21 janvier 1973) : nécrologie* », *Syria*, tome 50, fascicule 3-4, 1973, p. 259-265.
- Ernest Will, « *Daniel Schlumberger (19 décembre 1904-21 octobre 1972)* », *Syria*, tome 50, fascicule 3-4, 1973, p. 266-276.
- Ernest Will, « *Notice sur la vie et les travaux d'Henri Seyrig, membre de l'Académie* », *Comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 137^e année, n° 2, 1993, p. 384-394.

Appel à contributions

Héritière de la *Revue de la France libre*, organe de l'Association des Français libres de 1946 à 2000, *Fondation de la France libre* publie des articles consacrés à l'histoire de la France libre, de son chef, le général de Gaulle, de ses membres et des ses combats, jusqu'à la victoire de 1945.

Longtemps organe de la mémoire française libre, la revue se veut aujourd'hui un relais entre cette mémoire, la recherche scientifique et la vulgarisation de la connaissance historique.

Les auteurs désireux d'y contribuer doivent adresser leurs propositions d'articles :

à l'adresse électronique suivante :

sylvain.cornil@france-libre.net

ou par courrier postal à :

Fondation de la France Libre 59 rue Vergniaud 75013 Paris.

L'engagement de Raymond Aron dans les Forces françaises libres



Raymond Aron (DR).

Mobilisé en septembre 1939 avec le grade de sergent, Raymond Aron passa toute la drôle de guerre au poste météorologique OM1, dans les Ardennes, près de Charleville. Au bout de quelques semaines, il prenait même la tête de ce poste.

En mai 1940, conscient de l'inutilité de sa situation, avec le début des combats, il demanda à être versé dans une unité combattante. Cependant, les troupes de Guderian franchissant la Meuse à Sedan, Dinant et Monthermé, le 13 mai, ordre fut donné de battre en retraite.

Pendant la débâcle de l'armée française, il reçut l'autorisation de se rendre à Vannes, auprès de sa mère, qui était mourante. Puis, regagnant l'OM1, il passa la Loire à Gien et gagna le sud de Bordeaux vers le 20 juin. Passant à l'université, il entendit l'allocution du maréchal Pétain, qui demandait d'arrêter les combats.

Conscient que la signature d'un armistice placerait le gouvernement français entre « *le statut de satellite et celui d'un État indépendant* » par rapport à l'Allemagne et que l'arrivée au pouvoir de Pétain et de Laval « *ne laisserait plus de place aux Juifs* », il discuta avec sa femme de la décision à prendre : rester dans son détachement, attendre la démobilisation et le cours des événements ou partir en Angleterre pour y continuer le combat.

Une conviction, toutefois, le poussait à préférer cette dernière solution, celle que Churchill refuserait de traiter avec Hitler

et que le débarquement des troupes allemandes en Grande-Bretagne serait plus difficile que l'attaque par des divisions blindées soutenues par l'aviation.

Après un séjour à Toulouse, où il enseignait la philosophie, avant-guerre, il retourna à son détachement, pour faire ses adieux, et partit en train vers Saint-Jean-de-Luz. Le lendemain, apprenant qu'une division polonaise devait être transportée à bord d'un transatlantique, l'*Etrick*, il parvint à s'embarquer à bord, avec d'autres Français, comme René Cassin.

À Londres, Aron rejoignit l'*Olympia Hall*, vaste bâtiment qui avait servi pour des expositions et des concours hippiques et où se retrouvèrent, dans la première quinzaine de juillet, une partie des rescapés de Norvège, des officiers et sous-officiers de toutes armes et un millier de volontaires, jeunes pour la plupart, en majorité bretons. Les moyens d'hébergement étant limités, les conditions de vie y étaient sommaires. Les hommes apprenaient à marcher au pas, tourner et virer dans les étages du bâtiment.

Après quelques jours, grâce aux moyens matériels fournis par le gouvernement britannique, des camps purent être organisés et équipés pour les recevoir. Aron fut envoyé à Aldershot, au sud-ouest de Londres, où il fut intégré dans la 1^{re} compagnie des chars de combat.

Cette unité avait été formée à partir de 19 hommes de la 342^e compagnie autonome de chars de combats, revenus de Narvik, qui avaient choisi de rester en Angleterre. À leur tête se trouvaient les lieutenants de réserve Jean Volvey, qui assurait le commandement du fait de son ancienneté dans le grade, et Daniel Divry.

Devant la faiblesse des ralliements, il avait d'abord été décidé que les douze chars *Hotchkiss 39* de l'unité seraient abandonnés à la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère de Monclar. Devant cette menace, le lieutenant Volvey s'était rendu, le 17 juillet, au quartier général des Forces françaises libres, à *Stephen's House*, où il avait convaincu le général de Gaulle de permettre la constitution d'une unité blindée. Pour compléter ses effectifs, le lieutenant Volvey et ses adjoints recrutèrent donc parmi les volontaires qui, jour après jour, arrivaient de France.

À son arrivée dans l'unité, Aron fut frappé de la jeunesse de ses compagnons. « *Les*

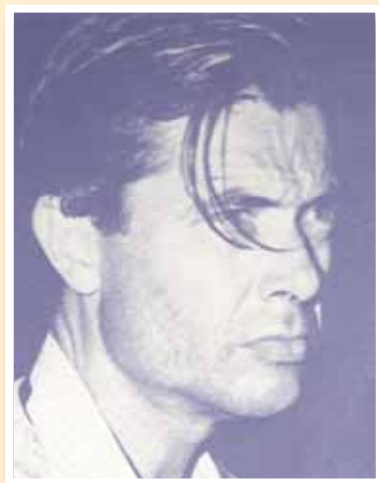
officiers mis à part, devait-il affirmer dans ses Mémoires, *la plupart des soldats étaient plus proches des vingt que des trente ans* ». De fait, la compagnie n'était composée que de réservistes et de jeunes volontaires. Toutefois, le sergent-chef Boyau était un ancien de 14-18. De même, le médecin Alexandre Kermentchousky, futur compagnon de la Libération, âgé alors de 35 ans, et plusieurs sous-officiers avaient plus ou moins le même âge que lui.

Comme il avait fait état de sa qualité de professeur d'université, le lieutenant Volvey l'affecta aux écritures, fonction qui ne lui convenait pas, l'éloignant du combat. « *Au lieu d'entrer dans les chars, je fus chargé d'administrer les comptes de la compagnie et je devins expert au calcul des livres, de shillings et des pence* ». De cette nomination, on ne saurait conclure qu'elle manifestait une hostilité à l'égard des professeurs ou de la philosophie. Le lieutenant Jean Volvey était centralien, et son adjoint, le lieutenant Daniel Divry, avocat et docteur en droit. Par ailleurs, la moitié des jeunes engagés étaient des élèves des classes préparatoires aux grandes écoles ou au moins des bacheliers.

À la mi-août, la compagnie des chars de combat reçut l'ordre de se tenir prête à embarquer. La destination n'était pas indiquée, mais tout le monde se doutait qu'il s'agissait de Dakar. À partir du début du mois, les hommes avaient reçu des vaccinations contre la fièvre jaune, le choléra, etc. Par ailleurs, il y avait des distributions de vêtements propres aux pays chauds : casque colonial, short, chemise kaki.

Quelques jours avant l'embarquement, Aron se rendit à *Carlton Gardens*, où la France Libre avait installé son quartier général, depuis le 22 juillet, pour rencontrer André Labarthe, qui lui avait donné rendez-vous. Membre du cabinet de Pierre Cot, ministre de l'aviation sous le Front populaire, directeur de l'armement avant la débâcle, André Labarthe dirigeait le service de l'armement à l'état-major de la France libre, service encore fantôme. D'après Aron, « *il avait accès au Général qui, au début, lui témoigna de la sympathie et le chargea de créer une revue mensuelle* ». Deux collaborateurs de Labarthe participèrent à l'entretien, M^{me} Martha Lecoutre, juive de Varsovie, et Stanislas Szymanczyk, dit Staro, un Polonais de la région de Teschen (Katowice en polonais),

ancien militant communiste, qui aurait fait partie de l'équipe de Labarthe dans le cabinet de Pierre Cot en 1936.



André Labarthe (DR).

Tous trois s'efforcèrent de convaincre Aron d'abandonner la compagnie de chars pour les rejoindre, arguant qu'il était aisément remplaçable dans son travail de comptable, alors qu'il manquait de Français à Londres pour rédiger des articles, que la guerre devait durer assez longtemps pour qu'il puisse changer d'avis par la suite, enfin, que Labarthe, du fait de sa position dans la France Libre, n'aurait aucun mal à transférer le sergent Aron à l'état-major.

Après trois jours de réflexion, Aron décida d'accepter son offre. Dans le contexte de la bataille d'Angleterre, « *diriger la rédaction d'une revue représentative de la France en exil, ce n'était pas déshonorant* », à défaut d'être glorieux. D'autant que la fonction à laquelle on l'avait attaché dans la compagnie ne correspondait guère à ses espérances. Même s'il prenait part à la guerre, il ne serait jamais un combattant. Pour Jacques Herry, ancien DB de la compagnie de chars et de la 2^e DB, qui l'avait connu à cette époque, « *il eut tort de considérer cette affectation comme définitive. Avec le temps, il aurait, comme tous ceux qui le souhaitaient, été « mis » sur un char et soumis aux aléas de la bataille* ».

Revue mensuelle financée par des subventions britanniques et domiciliée au 15 *Queensbury Place* à Londres, *La France Libre*, malgré l'ambiguïté de son titre, était indépendante du mouvement gaulliste. Tandis qu'André Labarthe assurait la direction, Aron, avec la charge de secrétaire de rédaction, se consacra, sous le pseudonyme de René Avord, à une « *chronique de France* », consacrée aux événements et à l'état de la France, et à des articles d'analyse politique ou

idéologique, rédigeant aussi parfois des éditoriaux que signait Labarthe. Par ailleurs, il collabora jusqu'en 1943 avec Staro, qui ne maîtrisait ni le français ni l'anglais et écrivait en allemand, à la chronique militaire. Staro apportait son expertise militaire, Aron traduisait ou adaptait, donnant à ces chroniques, comme le note Christian Malis, « *leur facture de splendides dissertations* ». À partir de 1943, Aron ne venait plus que très rarement à la revue, et le capitaine Pierre Gallois qui avait rejoint la *Royal Air Force* à partir d'Afrique du Nord au milieu de 1943, prit sa place aux côtés de Staro.



La couverture du premier numéro de *La France Libre*, daté du 15 novembre 1940 (coll. FFL).

Cette chronique de la conjoncture militaire, par ses analyses stratégiques, assura l'autorité intellectuelle de la revue, dont le premier numéro du 15 novembre 1940, tiré à dix mille exemplaires, fut réimprimé à huit mille exemplaires. Son rayonnement attira des noms prestigieux (parmi lesquels Maritain, Bernanos, H.G. Wells, Albert Cohen, Jules Roy), des diplomates, des scientifiques et des économistes (comme Robert Marjolin, auteur, sous le pseudonyme de Robert Vacher, des premières chroniques sur la stratégie économique et la stratégie des ressources).

Dépassant la communauté française en exil, la revue, qui était aussi imprimée à New York et Le Caire, puis à Alger à partir de 1943, toucha tous les penseurs de la question militaire, et ses chroniques militaires firent l'objet de traductions et d'études régulières commandées par le *War Office* britannique. Par ailleurs, après un an d'existence, les Britanniques assurèrent la diffusion de la revue en France métropolitaine sous forme de minces rouleaux parachutés.

Destinée à marquer la présence culturelle française en exil plutôt que la voix de la France Libre, la revue n'en fut pas moins considérée « *toute la première année comme l'expression du mouvement français libre* »¹. Dans le courant de 1941, les relations entre Labarthe et les

Gaullistes s'envenimèrent, et la revue prit une tournure « *agaulliste* ». Dans ce conflit, Aron fit preuve d'une certaine réserve. Toutefois, l'un de ses articles, « *L'ombre des Bonaparte* », paru en août 1943, devait être interprété comme une attaque contre le Général.

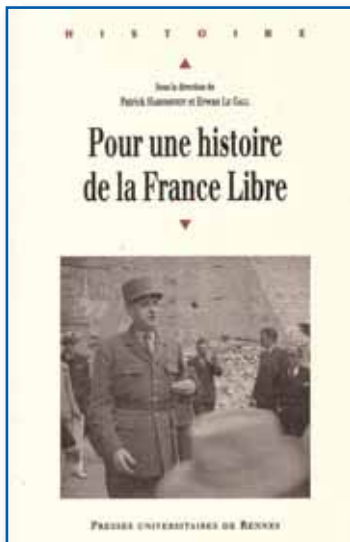
L'attitude de Raymond Aron pendant la guerre, depuis son engagement dans les Forces françaises libres, le 1^{er} juillet 1940, jusqu'à la création de la revue *La France Libre* rend compte de la problématique de l'intellectuel engagé, entre l'action et la recherche de la vérité, qui commande d'approfondir les nuances, de plonger dans la complexité, de refuser tout manichéisme. Cette décision de septembre 1940 devait plus tard tourmenter sa conscience. « *En 1943-1944, écrit-il dans ses Mémoires, me comparant aux aviateurs qui risquaient leur vie à chaque mission, comme Jules Roy ou Romain Gary, je me sentis « embusqué » ; le regard de ceux qui défiaient la mort chaque jour pesait sur moi* ». De même, dans l'émission « *Apostrophes* », il devait faire part de ses regrets de n'être pas resté à la 1^{re} compagnie de chars. Au contraire d'un Saint-Exupéry, refusant jusqu'à la mort d'être confiné dans le rôle de spectateur, Raymond Aron, qui avait pourtant rejeté l'idée de demeurer en France, à attendre l'évolution des événements, qui n'avait pas même songé à fuir vers les États-Unis, comme tant d'autres, endossa, pour le meilleur et pour le pire, le costume du « *spectateur engagé* ».

Sylvain Cornil-Ferrot

Bibliographie

- Raymond Aron, *Mémoires*, Robert Laffont, Paris, 2003.
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre, de l'appel du 18 juin à la Libération*, Gallimard, Paris, 1996.
- Jacques Herry, « *Raymond Aron, un philosophe irrésolu à la compagnie de chars de la France libre* », *Caravane*, organe de liaison des Anciens de la 2^e DB.
- Pierre Quillet, *Le Chemin le plus long. Chronique de la Compagnie de chars de combat du général de Gaulle (1940-1945)*, Maisonneuve et Larose, 1997.
- Christian Malis, « *Après le Blitzkrieg : le réveil de la pensée militaire française (juin 1940-mars 1942. Le rôle de la revue La France Libre)* », dans Hervé Coutau-Bégarie (dir.), *Les Médias et la guerre*, Paris, Economica, 2005, p. 716-739.
- Nicolas Baverez, « *Aron et de Gaulle* », *Revue de politique française*, n° 2, juin 1999, p. 67-77.

¹ Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre*, p. 191-192.



Pour une histoire de la France Libre

Ce volume rassemble les communications présentées lors du colloque « *Jalons pour une histoire de la France Libre* », organisé le 9 juin 2010 à Saint-Brieuc par l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), dans le cadre des commémorations du 70^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle.

S'interrogeant sur la notion de Français Libre, Christian Bougeard note que, si l'appel du 18 juin 1940 constitue bien l'acte fondateur de la France Libre, la borne terminale est moins aisée à déterminer ; la création de la France Combattante le 14 juillet 1942, la clôture des engagements dans les Forces françaises libres le 31 juillet 1943, la Libération ou la victoire de 1945 constituent autant de limites possibles. Ce n'est pas la moindre des difficultés pour l'historiographie de la France Libre, qui fut longtemps tributaire des mémoires et des souvenirs des acteurs, et continue à occuper une place mineure dans les études consacrées à la Seconde Guerre mondiale, malgré l'intérêt actuel de nombreux chercheurs.

La première difficulté concerne la question de l'engagement. S'il constitue indubitablement une rupture légale, aux conséquences parfois dramatiques, celui-ci peut aussi s'inscrire dans une continuité sociale, les logiques de carrière ou de trajectoire permettant d'expliquer un passage à l'acte. Quel sens lui donner, alors, et dans quelle mesure peut-il revêtir une dimension politique ? Reprenant à son compte les « *cercles de possibilités* » définis par Paul-Louis Landsberg, Erwan Le Gall

juge que La France Libre se structure en cercles concentriques. Si le cercle du pouvoir, à Londres puis Alger, a une bonne compréhension du déroulement du conflit et de ses enjeux, sa compréhension est sans doute plus parcellaire parmi les militaires qui sont envoyés sur les différents théâtres d'opération. À la périphérie, on rencontre les comités de la France Libre, qui travaillent les opinions étrangères en faveur des Français Libres et comprennent des effectifs sans commune mesure avec les deux premiers cercles.

Cet effort de rassemblement des Français de l'Empire et de l'étranger concerne également le scoutisme. Créés dès juillet 1940, les Éclaireurs français de Grande-Bretagne (EFGB) forment une structure pluriconfessionnelle, en rupture, donc, avec le modèle français. Forts de 50 scouts en 1941, 350 en 1942 et 500 en 1943, leurs effectifs explosent, après la fusion avec le Conseil d'Empire du Scoutisme français, pour atteindre 20 000 scouts et guides en 1944. Grâce à son nombre et à la qualité de son organisation, le scoutisme français joue un rôle de premier plan dans la politique de la jeunesse du CFLN.

Nettement moins nombreux sont les FAFL, et cependant combien malaisée s'avère une étude extensive de leur personnel navigant. L'extrême variété dans les dates et les conditions de ralliement, la multitude des trajectoires individuelles, des théâtres d'opérations et des unités constituent autant d'obstacles. Toutes les unités de la France Libre n'ont pas appartenu à la RAF, tous les pilotes qui ont servi en leur sein en 1943-1945 ne sont pas français libres et de nombreux Français Libres ont servi dans des unités non FAFL. D'ailleurs, pour quelques figures marquantes, les « *as* », combien d'inconnus, y compris parmi les officiers supérieurs.

Autre problème que celui de la marine marchande, réquisitionnée par les autorités britanniques dans l'ensemble des ports du Royaume-Uni et de l'Empire, en juillet 1940. Après l'accord du 7 août 1940, l'action de Pierre de Malglaive, premier directeur de la marine marchande de la France Libre, et de Jacques Bingen, son adjoint puis son successeur de septembre 1940 au 1^{er} novembre 1941, permet à la France Libre d'exercer son autorité sur ces navires et ces marins à travers la mise en place d'un comité d'allocation du tonnage français.

Ce caractère franco-britannique se retrouve aussi parmi les parachutistes. Créé en 1941, le *Special Air Service* s'adjoint en effet dès janvier 1942 un *Free French Squadron* aux 1st et 2nd *Squadron* britanniques. Cette participation des Français à une unité d'élite britannique s'accroît encore après la réorganisation de 1943-1944, avec l'intégration à la brigade SAS de deux régiments, le 3^e et le 4^e SAS, à égalité avec les deux régiments britanniques. À l'été 1944, le 4^e SAS est parachuté en Bretagne dans le cadre de l'opération *Overlord*. Outre des missions de sabotage – nom de code *Cooney-Parties* – il constitue deux centres mobilisateurs, *Samwest* et *Dingson*, contribuant à l'armement et à l'instruction de 10 000 résistants de l'intérieur dans les Côtes-du-Nord et surtout le Morbihan.

Si, dans ce dernier département, les parachutistes du SAS servent d'intermédiaire entre les Alliés et les résistants jusqu'à la libération, la dispersion de la base *Samwest* le 12 juin 1944 va créer une situation très différente dans les Côtes-du-Nord. Tandis que, dans l'ouest, on assiste à un partage des tâches entre les *Jedburgh* de *Frederick* et les SAS de la base radio *Wash*, dans l'est et le sud, de nombreux résistants se tournent vers la base SAS Grog constituée par le capitaine Déplante dans le secteur de Pontivy. Enfin, dans l'est, la cohabitation entre les *Jedburgh* de *Felix* et des SAS issus de *Samwest* et des *Cooney-Parties* donne lieu à quelques tensions.

70 parachutistes du 4^e SAS ont trouvé la mort en Bretagne, victimes d'une traque particulièrement féroce. Dans leur cas comme dans celui des agents de la France Libre en territoire occupé, les spécificités des mesures prises à leur encontre témoignent de ce qu'aux yeux des Allemands, il s'agit de résistants particulièrement dangereux.

Conscients que leur action risque d'aboutir à l'ouverture d'un second front à l'arrière des troupes, les Allemands adoptent à leur égard une attitude marquée d'emblée par la rigueur. Dans le cadre de la répression judiciaire, le recours à la condamnation à mort doit dissuader de nouvelles actions contre les forces occupantes, comme dans le cas du réseau d'Estienne d'Orves. De même, après la promulgation du décret *Nacht und Nebel* (en français « *nuit et brouillard* »), les chefs de l'Armée secrète, classés « *NN* », sont souvent déportés dans de petits convois, dont il est plus difficile de s'évader, et plusieurs d'entre eux font l'objet d'un « *assassinat programmé et méthodique* », dans les camps de concentration ou au moment du départ du convoi. C'est le cas de Charles Delestraint, d'André Rondenay, d'Alain Grout de Beaufort ou du groupe de Stéphane Hessel.

Ce livre témoigne de l'intérêt actuel de la recherche historique pour la France Libre, mais aussi du grand nombre de chantiers qu'il lui reste à ouvrir.

Pour une histoire de la France Libre

Sous la direction de Patrick Harismendy et Erwan Le Gall, avant-propos de Rémy Emfrun

Presses universitaires de Rennes, janvier 2012, 188 p., 18 €



Ici Londres : « Jacques Maurice arrivé bon port »

Né en 1921 à Valenciennes dans une famille de pharmaciens, catholiques pratiquants, Jacques Fontaine passe son enfance à Thiant, avant d'entrer en 1932 au collège Notre-Dame de Valenciennes, où il est pensionnaire.

En juin 1940, la débâcle des armées alliées et l'avancée des forces allemandes plongent dans l'exode sa famille, qui rejoint la Normandie, où des cousins les hébergent. À la nouvelle de la demande d'armistice du maréchal Pétain et de l'appel du général de Gaulle à la BBC, Jacques embarque le 21 juin à Granville pour l'Angleterre.

Engagé dans les Forces françaises libres, il fait passer sur la BBC un message à l'attention de ses parents : « *Jacques Maurice arrivé bon port* », avant d'être envoyé à Delville Camp, puis au peloton d'élèves officiers de Camberley.

Promu aspirant, il embarque en novembre 1941 pour le Moyen-Orient et intègre la 1^{re} compagnie de chars à Beyrouth en qualité de radio-tireur. Passé avec son unité en Égypte un mois plus tard, il prend part à la bataille d'El Alamein, avant de rejoindre la Force L du général Leclerc, avec lequel il combat en Tunisie.

Avec le 501^e régiment de chars de combat (501^e RCC), il débarque le 1^{er} août 1944 sur les plages de Normandie, où la 2^e DB mène de durs combats. Après la libération de Paris et les combats de Lorraine, une permission lui est accordée, en novembre 1944. Quand il retrouve les siens, quatre ans après son départ, il a pris quinze centimètres et sa voix a mué.

Puis c'est la libération des poches de Colmar et de Royan. Après sa démobilisation, il reprend ses études et devient pharmacien. À travers un récit richement illustré, on suit ce parcours peu commun d'un Français moyen. Rappelons en effet, à la suite de l'auteur qu'en juillet 1940, les Français Libres « *tenaient dans un cinéma* ».

Ici Londres : « Jacques Maurice arrivé bon port », ou La jeunesse singulière d'un Valenciennois entre 1921 et 1954

Jacques Fontaine

Auto-édition, juillet 2011, 246 p., 17 €



Chroniques de la vie des Français sous l'Occupation

C'est à une histoire de la Seconde Guerre mondiale que nous convie ce beau livre, mais pas n'importe quelle histoire : une plongée dans le quotidien des Français des « *années noires* ». La richesse de l'illustration et des fac-similés (journaux, affiches, circulaires, tracts, brochures, caricatures, cartes postales, bons de rationnement, lettres, objets...) nous fait sentir le choc de la débâcle de juin 40, les contraintes imposées par l'occupant et le poids de la répression, les persécutions, les pénuries, qui obligent à des trésors d'inventivité, le rationnement et le marché noir, le culte de la personnalité du maréchal Pétain, l'esprit réactionnaire de l'idéologie de la Révolution nationale, la réalité de la collaboration, la censure et la propagande.

Si ses armées ont été défaites, la France n'en demeure pas moins dans la guerre aux côtés des Alliés. C'est le combat du général de Gaulle et de la France Libre, qui rallie de nombreux territoires de l'Empire, constitue une petite armée – les Forces françaises libres – et développe des relais dans le monde entier – des comités comme France Forever aux États-Unis, des revues comme *France-Orient*

du lieutenant de vaisseau Robert Victor aux Indes, des livres, témoins de la lutte de l'intelligence contre les menaces de déclin.

En France même, le combat reprend, celui des 23 mouvements de la Résistance intérieure et de la presse clandestine – *Défense de la France, Libération, Combat*, etc. –, celui des 275 réseaux créés par le BCRA, l'IS, le SOE, assurant le renseignement, les évasions, les passages de frontière, les sabotages, etc.

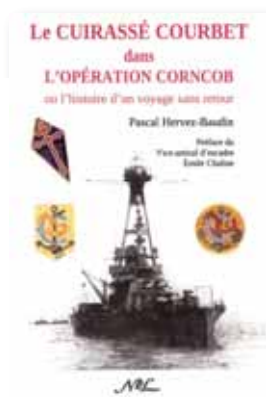
Enfin, c'est le débarquement et la meurtrière bataille de Normandie ; c'est la Libération, avec ses foules extraordinaires, qui découvrent enfin le « *général-micro* » et les grandes figures de la France Libre, comme Leclerc, le libérateur de Paris, l'épuration.

Après la victoire, la France, devenue puissance occupante, en Allemagne et en Autriche, est confrontée au rapatriement de plus d'un million et demi des siens, prisonniers de guerre et déportés, dans un pays à reconstruire, matériellement et moralement.

Chroniques de la vie des Français sous l'Occupation

Emmanuel Thiébot

Larousse, octobre 2011, 128 p., 29,90 €



Le cuirassé *Courbet* dans l'opération *Corncob*

Le destin d'un navire reste lié à son nom, « *fatal ou propice* ». Ce constat de l'auteur peut s'appliquer au cuirassé *Courbet*, deuxième du nom, dont la carrière « *semble avoir été comme le reflet* » de la « *carrière obscure et glorieuse* » du vice-amiral d'escadre Amédée Courbet (1827-1885), qui lui a donné son nom.

Comme son éponyme, qui ne participa à aucun des grands conflits du Second Empire, avant d'obtenir en 1883, le commandement de l'escadre d'Extrême-Orient, mais qui redora le blason français, terni après la défaite de 1870, en imposant à la Chine le protectorat français sur le Vietnam, le *Courbet* dut attendre les opérations de débarquement allié en Normandie, en juin 1944.

Lancé en 1911, le *Courbet* faisait partie de l'escadre de Méditerranée quand éclata la Première Guerre mondiale. Le 16 août 1914, il coula le croiseur léger austro-hongrois *Zenta* dès la première salve. Ce succès éclatant assura sa réputation, tant parmi les alliés que chez l'ennemi ; il le fit craindre, surtout, et la moisson se fit plus maigre : « *Il est certain que voyant sa haute silhouette à l'horizon, bon nombre de navires ennemis changèrent de cap* ».

Après avoir monté la garde en Méditerranée pendant la durée de la guerre, le cuirassé devint une école de canonage en 1921, avant de subir une refonte complète entre 1927 et 1929.

Lors du déclenchement du second conflit mondial, en septembre 1939, il est envoyé vers Brest, puis Cherbourg, où la débâcle des armées françaises le surprend en juin 1940. Ne pouvant rejoindre l'Afrique du Nord, faute de carburant, il est dirigé vers l'Angleterre. Mais avant, il participe à la défense anti-aérienne, abattant sept avions ennemis. Puis, le 16 juin, il pilonne la 7^e *Panzer Division* de Rommel, qui fonce vers Cherbourg en longeant la côte, et la contraint à faire demi-tour, reculant de quelques heures la prise du port.

Sur un équipage de mille deux cents hommes, quelque quatre cents officiers, officiers mariniers, quartiers-maîtres et marins rallièrent la France Libre. Après l'opération *Catapult*, le *Courbet* est réarmé en juillet 1940 par les FNFL, qui le transforment en dépôt pour le personnel rallié, et prend part à la défense antiaérienne de Portsmouth durant le *Blitz* – il abat ainsi deux appareils ennemis le 12 août 1940. Désarmé en avril 1941, il est sauvé de la ferraille, en octobre 1942, comme « *symbole du refus et du ralliement à la France Libre* », mais rouille dans la baie de Weymouth, en face de Portland, sous la garde des vieux marins de l'île de Sein.

C'est le débarquement de juin 1944, et la nécessité pour les Alliés de créer de toutes pièces des ports artificiels, (nom de code : « *Mulberry* ») sur les plages de Normandie, qui va bouleverser son destin. Remorqué jusqu'au secteur de *Juno Beach*, avec cinq officiers, un officier de liaison, sept officiers mariniers, vingt-et-un quartiers-maîtres et quatorze marins à son bord, il est sabordé le 9 juin au large d'Hermanville, pour former le « *Gooseberry n° 5* ». Cette mission avait reçu le nom de code « *Corncob* ».

Le Cuirassé *Courbet* dans l'opération *Corncob* ou l'histoire d'un voyage sans retour

Pascal Hervez-Baudin - Préface du VAE (CR) Émile Chaline

Nouvelles Éditions Latines, novembre 2011, 272 p., 28 €



L'entourage du général de Gaulle (juin 1958 - avril 1969)

Deux cent vingt-huit collaborateurs ont formé l'entourage du général de Gaulle, durant les onze années de son passage à la Présidence de la République. Entourage nombreux, donc, héritage de la présidence du GPRF et de la présidence du Conseil, dont cette étude prosopographique nous permet de mieux cerner les contours.

Il se distingue d'abord par la prédominance des grands commis de l'État, issus des grandes écoles civiles et militaires (les officiers forment un tiers de l'effectif total), aux dépens des juristes et des universitaires. De même, contrairement aux entours de la France Libre, du RPF, des ministres ou de l'UNR, les convergences y dépassent les clivages. L'ensemble comprend un important personnel officieux et clandestin, même si, à partir de 1962, toutes les nominations se font par décret, les emplois surnuméraires reculant, sans disparaître. Si les anciens du RPF sont nombreux en 1959, il tend ensuite à l'apolitisation, avec la montée en puissance des hauts fonctionnaires et technocrates.

Peu connu des Français, peu récompensé, ce cercle élitaire s'identifie au chef, « *incarnation vivante du groupe* ».

Après la disparition du Général, en 1970, cependant, il s'affirme, individuellement et collectivement, par l'expression d'un devoir de mémoire vis-à-vis de leurs contemporains, par une démarche de fidélité face aux successeurs aussi.

L'ouvrage est une version revue et corrigée de la thèse d'Éric Chiaradia, menée sous la direction de Bernard Lachaise et soutenue en 2006 à l'université de Bordeaux III.

L'entourage du général de Gaulle (juin 1958 - avril 1969)

Éric Chiaradia

Éditions Publibook, janvier 2011, 824 p., 39 €

AVIS À NOS ABONNÉS

Sauf avis contraire de notre part, les ouvrages faisant l'objet d'un compte-rendu dans notre revue ne sont pas disponibles à la vente à la Fondation de la France Libre.

Contre-amiral Robert Baillat

Je voudrais exprimer à Aude, Antoine, Arnaud et Yves, à votre famille et vos amis, la grande tristesse que j'éprouve à la mort de l'amiral Baillat. J'associe bien sûr à cette tristesse celle de tous les marins de la France Libre et de ses camarades de la marine nationale, car l'amiral Baillat était unanimement aimé. Je n'ai toujours entendu parler de lui qu'en bien, ce qui est suffisamment exceptionnel pour le souligner.

Robert Georges Baillat, en juin 1940, est en deuxième année de l'École d'hydrographie de Marseille. Il a la bosse des maths puisque, parallèlement aux cours d'hydro, il suit avec une grande facilité les cours de Maths Sup. À la débâcle, il embarque sur le *Capo Olmo*. Il n'a pas eu besoin d'entendre à Gibraltar l'amiral Muselier prêcher la poursuite de la guerre pour faire un choix. À son arrivée à Londres, il rallie spontanément la France Libre et suit les cours de la première École navale des FNFL, installée sur le *Président Théodore Tissier*. Promu aspirant le 1^{er} octobre 1941, il est déclaré « bon pour la bataille de l'Atlantique ».

Cette bataille, il va la livrer en première ligne, sur la glorieuse *Aconit* et la non moins fameuse *Lobélia*. Lorsque cette dernière est affectée en Afrique, il éprouve comme un manque dans sa soif d'action et il se porte volontaire pour les fusiliers-marins. Direction 1^{er} RFM, qu'il rejoint en décembre 1944, en pleine campagne de France.

La guerre finie, il reste littéralement assoiffé de baroud et part *illico presto* pour l'Indochine. Il embarque sur le *Jules Verne* puis sur le *Commandant Duboc*. Nous avons crapahuté ensemble à l'île à l'eau, près de Réam, à la recherche de Viets fantômes. Quelque temps plus tard, à l'îlot Cône, à la frontière du Siam, à la tête d'une compagnie de débarquement du *Commandant Duboc*, ce ne sont plus des fantômes qu'il rencontre, mais des vrais Viets et il sera grièvement blessé au cours d'un accrochage.

De retour en France, il est affecté à l'École de pilotage, preuve de la grande estime dans laquelle la marine le tient et annonciatrice des brillants commandements et postes qui l'attendent : le *Fougueux*, le *Duperré*, la marine en mer Rouge et océan Indien, la direction marine de la sécurité militaire.

Quatre citations et une blessure de guerre

justifient la cravate de commandeur de la Légion d'honneur qu'il a reçue et la dignité de grand officier de l'ordre national du Mérite à laquelle il a été élevé.

Dès sa retraite prise à Plougastel-Daoulas, il avait longtemps fait preuve, avec une discrétion et une modestie remarquables, d'une activité bénévole très éclectique : œuvres charitables en faveur des pauvres et des plus démunis, contribution à un cercle de mathématiciens brestois spécialistes de la navigation astronomique. Avec son épouse Gaet, ils formaient un couple avec lequel nous sympathisions beaucoup. La mort de son épouse n'avait fait que raffermir cette solide amitié qui nous liait. J'admirais beaucoup Robert Georges ; nous avions tant de souvenirs en commun : on se téléphonait toutes les semaines dans l'attente impatiente de nos retrouvailles en Bretagne. Je perds un ami fidèle mais, étant croyant, je sais que nous nous retrouverons bientôt.

VAE Chaline

Bernard Demolins

Le colonel (H) Bernard Demolins, ancien du 22^e BMNA, compagnon de la Libération et président d'honneur de l'Amicale de la 1^{re} DFL, nous a quittés le 3 février 2012.

Nous reproduisons le discours prononcé lors de ses funérailles le 7 février 2012 en la cathédrale Saint Louis des Invalides par le général de gendarmerie Laurent Demolins, son fils.



Cher Papa,

La personne la plus à même de parler de vous, celle qui vous connaissait le mieux, aurait été sans aucun doute votre épouse, Francette, la mère de vos quatre enfants, Anne-Françoise, Bruno, Marielle et Laurent. Mais elle nous a quittés trop tôt, il y a bientôt six ans.

Il me revient en mémoire le *Testament*

philosophique de Jean Guilton, ce livre ultime dans lequel il met en scène les derniers moments de sa vie. Durant ses funérailles aux Invalides qu'il commente du haut de la tribune, c'est un regard espiègle qu'il jette sur la foule... se plaignant de certaines absences et écoutant ce que les uns et les autres disent de lui.

Je sais donc comme lui, cher Papa, que vous êtes là, avec nous, parmi nous, par l'esprit.

Cet office auquel vous nous avez conviés vous aurait plu. Votre triple qualité de dignitaire, de compagnon de la Libération et de pensionnaire de l'Institut national des Invalides, sont autant de raisons de nous retrouver ici, dans votre paroisse, là où vous aviez votre place et assistiez chaque dimanche à l'office dominical. Je sais combien ce cadre prestigieux, cette église des soldats, ces orgues remarquables, ce *Te Deum*, ces roulements de tambour, les prières en latin, la célébration du culte auquel nous venons de participer, auront répondu pleinement à votre attente sans même parler des honneurs militaires qui vont vous être rendus dans quelques instants avant la traversée de la cour des Invalides.

Anne-Françoise, Marielle et moi ainsi que vos petits-enfants nous en réjouissons et sommes heureux avec vous de cette belle cérémonie.

Aujourd'hui, vous rejoignez votre épouse, première et préférée comme vous aviez coutume de le dire, ainsi que tous ceux qui vous sont chers et sont partis avant vous. Outre les membres de la famille et vos amis d'enfance de Saint-Malo, il s'agit bien sûr et plus particulièrement de vos camarades de guerre du 22^e BMNA et de la 1^{re} DFL, de tous ceux qui sont morts pour la France, parmi lesquels le capitaine Paul Mezan votre commandant d'unité, le commandant Xavier Langlois notre oncle et cousin de votre épouse, le général Diego Brosset commandant de la 1^{re} DFL, tous ces volontaires qui ont répondu à l'appel du 18 juin et avec lesquels vous vous êtes battus au Levant, à Bir Hakeim, à El Alamein, au Garigliano et sur la terre de France.

Ceux également qui vous ont précédé après la guerre et qui ont bercé notre enfance, en Afrique ou lors de cérémonies patriotiques, et je pense notamment à Pierre Anthonioz, au général Koenig qui présidait de son vivant les cérémonies anniversaires de Bir Hakeim non loin d'ici, au général Henri Marsal, dont je

salue l'épouse, au général Saint Hillier dont la fille est également présente, et plus récemment, ici aux Invalides, au général René Lesecq, lui aussi compagnon, et au Père François Casta, que les pensionnaires des Invalides ont bien connu et avec lesquels vous aviez l'habitude de déjeuner. Vous êtes désormais auprès d'eux et pouvez poursuivre vos échanges et partager vos souvenirs.

Mais vous avez également rejoint votre autre Univers, comme vous le disiez, celui auquel vous vous êtes attelé depuis près de quarante ans, celui de votre famille élargie et de vos cousins, tous ceux que vous avez été amené à côtoyer, de près ou de loin, à travers vos importants travaux de généalogie, lesquels travaux vous ont conduit à écrire tant de lettres et à traverser la France dans tous les sens, à travers les ans et les siècles.

Tout ceci, qu'il s'agisse de votre guerre ou de vos travaux, résulte d'une détermination sans faille qui vous a toujours animé et que chacun vous reconnaît. À côté de ce caractère bien trempé que votre épouse a souvent essayé de tempérer, il reste l'image d'un homme d'une grande sensibilité que ceux qui vous connaissent ont pu découvrir et qui a été souvent source de leur attachement à votre personne. Un père également attaché à la famille qu'il a fondée, à ses enfants et petits-enfants.

Anne-Françoise, Marielle et moi, avec nos épouses ou époux, avons chacun pu le mesurer dans les épreuves de la vie que nous avons pu traverser. Nous vous sommes reconnaissants de l'attention que vous nous avez ainsi portée, Maman et vous Papa.

« La mort n'est rien, je suis seulement passé dans la pièce d'à côté. Le fil n'est pas coupé, je ne suis pas loin, juste de l'autre côté du chemin. Tu vois, tout est bien ».

Ainsi s'exprimait le chanoine Henri Scott. Ces mots pourraient être les vôtres.

Désormais, vous serez encore plus présent dans le souvenir de vos proches, de vos enfants et petits-enfants en particulier. Chacun évoquera donc ces moments passés avec vous, votre caractère fort, cette détermination inflexible qui masquait une vraie sensibilité, votre goût pour la vie, votre humour, votre sourire, sans parler de ce dernier clin d'œil que vous faites à votre fille aînée en nous quittant le 3 février peu avant minuit, jour de son anniversaire.

Mon cher Papa, il est temps de vous dire « À Dieu » et de vous remercier pour ces

valeurs que vous vous êtes attaché à nous transmettre avec votre épouse auprès de laquelle vous allez désormais reposer en paix, à Saint-Malo, cette ville qui vous est si chère.

Nous vous embrassons.

René Gatissou



René Gatissou.

René Gatissou, compagnon de la Libération, commandeur de la Légion d'honneur, âgé de quatre-vingt-seize ans, est décédé le 13 février à Chambourcy (Yvelines). Ses obsèques ont eu lieu vendredi 17 février 2012 en l'église Saint-Germain de Saint-Germain-en-Laye.

La célébration religieuse, célébrée par le Père O.P. Alain Carron de La Carrière et le Père Jean-Marc Bot, curé de la paroisse, était empreinte de dignité et de respect, avec la présence de vingt-six drapeaux représentant de nombreuses associations d'anciens combattants, en particulier, la Légion d'honneur, la croix de guerre, la Fondation de la France Libre, la Ville, ainsi que le fanion de l'escadron de transport aérien d'Anjou. Les honneurs militaires lui ont été rendus par un détachement de l'armée de l'air de la base aérienne 703.

Trois compagnons de la Libération étaient présents, dont le chancelier de l'ordre de la Libération, Fred Moore, qui a prononcé son éloge, ainsi que plusieurs familles de compagnons disparus. Cet ordre, pour la plus noble des causes après la Légion d'honneur, ne comprend plus maintenant que vingt-huit compagnons sur les mille trente-huit distingués par le général de Gaulle jusqu'au décret du 23 janvier 1946 mettant fin à son attribution.

De nombreuses autorités militaires et civiles étaient présentes ou représentées : le général François Maurin et le général Hamet, représentant le commandant d'armes de Saint-Germain-en-Laye et le chef d'état-major de l'armée de l'air (CEMAA), le *Flight Lt.* Mark Spector de la RAF, officier de liaison, représentant l'*Air Commodore* John Maas, conseiller défense de l'ambassade britannique, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, Philippe Court, représentant le préfet, le sénateur-maire du Pecq Alain Gournac, le député-maire de Chambourcy Pierre Morange, le maire de Saint-Germain-en-Laye Emmanuel Lamy, les maires et anciens maires et élus des communes environnantes, ainsi que des conseillers régionaux et des conseillers généraux.

Assistaient également les anciens sous-préfets Rollon Mouchel-Blaisot et Yannick Imbert, les officiers, sous-officiers, hommes et femmes du rang, de nombreuses associations d'anciens combattants et patriotiques, familles et amis.

*Bernard Lapeyrère
Délégué des Yvelines*

Allocution prononcée par le chancelier de l'ordre de la Libération, Fred Moore.

Chère famille,

Chers compagnons,

L'Ordre de la Libération est aujourd'hui en deuil.

« Officiers français, soldats français, marins français, aviateurs français, ingénieurs français – où que vous soyez, efforcez-vous de rejoindre ceux qui veulent combattre encore ».

Cet appel du général de Gaulle était lancé à la BBC de Londres le 24 juin 1940.

René Gatissou sera l'un de ceux qui répondra « *présent* » au chef de la France Libre. Il affirme durant la guerre, par son action, son dynamisme, son caractère ô combien résolu, son patriotisme sans faille.

Évoquer son parcours, ici, devant vous, nous permet au-delà du salut fraternel que nous lui adressons, de témoigner d'une période exceptionnelle de notre histoire.

Né en 1915, René Gatissou intègre l'armée de l'air en 1934. Son engagement, comme il en a témoigné, est un « *roman* ». Issu d'une famille nombreuse et très modeste, il doit, à

la mort de son père, interrompre ses études secondaires pour travailler. C'est comme ça qu'il entre dans l'armée et se retrouve à 18 ans au Maroc.

C'est sa passion d'enfance pour les avions qui change toute sa vie. À Angoulême où il vit, les pilotes amateurs le prennent sous leur aile et le font voler, aller aux meetings et rencontrer des officiers de l'air. De son côté, en rentrant de l'école, il suit des cours pour passer son brevet d'aide mécanicien avion. Si bien que quand il « *débarque* » comme il le dit, dans l'armée, il en connaît plus sur le sujet que beaucoup de mécaniciens gradés et qu'assez vite on lui permet de préparer le concours des officiers.

Basé à Djibouti en 1940, il voit arriver une multitude de bataillons vichystes. En juin, il apprend que ses frères sont morts à la guerre et trouve l'armistice inacceptable.

Il commence à mener une résistance clandestine en renseignant les Anglais. De plus, il dépanne régulièrement les avions de la RAF jusqu'à ce qu'il soit dénoncé. Prévenu, il décide de plier bagage avec son camarade Grimaud. Ils s'évadent tous les deux en volant l'une des vedettes du gouverneur. Ils voguent ainsi jusqu'en Somalie.

Condamné à mort par contumace par le gouvernement de Vichy, il est affecté, après deux mois passé à Aden au *8th Squadron Bomber* de la RAF, au Groupe réservé de bombardement n°1 opérant depuis Khartoum sur l'Abyssinie et l'Érythrée. Son travail et ses connaissances y rendent de très grands services. En outre, il effectue plusieurs missions comme mitrailleur.

C'est là qu'il entend parler pour la première fois des Français Libres et qu'il lit l'appel du général de Gaulle. À l'époque, il n'a pas entendu son appel.

Mécanicien précieux, passionné d'aviation, René Gatisou est versé en 1943 dans le groupe *Lorraine*, créé en Afrique, et envoyé en Angleterre pour bombarder les installations allemandes en France. Mitrailleur dans la tourelle de queue d'une forteresse volante, il y côtoie Romain Gary. L'écrivain, durant le long voyage en bateau entre l'Afrique et l'Angleterre, lui apprend l'anglais à raison de deux heures de cours par jour. Ils combattent ensemble dans les Forces aériennes françaises libres.

Quand il repose le pied en France huit ans après son départ, sa condamnation à mort pour désertion était toujours affichée, en juin 1944...

Le général de Gaulle le nomme compagnon de la Libération par décret du 28 mai 1945.

Il poursuit sa carrière militaire au sein du corps des officiers mécaniciens et est affecté en octobre 1945 à Calcutta avant de prendre part à la campagne d'Indochine où il parvient en mai 1946. Titulaire de deux citations, le capitaine Gatisou rentre en métropole en mai 1949.

Après différentes affectations et une dernière mission à Chypre, René Gatisou, totalisant cinquante missions de guerre, part en retraite en mars 1960 avec le grade de commandant. La même année, il est nommé lieutenant colonel de réserve puis lieutenant colonel honoraire en 1976. Il est ensuite ingénieur de Technip.

Mon cher compagnon, vous rejoignez aujourd'hui ceux qui vous ont précédés dans l'honneur. Tous ces fidèles du général de Gaulle qui ont combattu côte à côte pour défendre un idéal commun : celui de la liberté et de la victoire.

Ce que nous sommes, ce que nos enfants transmettront, c'est ce pourquoi vous et vos camarades de combat se sont sacrifiés. Nous ne vous oublierons pas et vous saluons très respectueusement.

Me tournant vers vous, sa famille, j'ajoute que nous conserverons de notre compagnon René, le souvenir d'un homme juste, droit, valeureux et chaleureux.

Puisse cet hommage qui lui est rendu aujourd'hui vous apporter quelque réconfort en ces moments douloureux.

Jacques Robert Gervaud

Mardi 6 mars 2012 en l'église de Monflanquin (Lot-et-Garonne) se sont déroulées les obsèques de notre compagnon Jacques Robert Gervaud. Il était inscrit à l'AFL sous le n° 8097.

Engagé en 1941 dans la Marine nationale, il a déserté à Tripoli (Liban) pour rallier les Forces navales françaises libres. Il était embarqué sur la corvette *La Surprise*, a participé à l'escorte des convois de cargos assurant le ravitaillement depuis les Etats-Unis jusqu'en Grande-Bretagne.

Son bâtiment a participé à l'opération *Overlord*, affecté à *Junio* le 6 juin 1944, lors du débarquement des Canadiens et du commando Kieffer. La corvette *La Surprise* a appuyé de ses feux cette action.

Le délégué départemental de Lot-et-Garonne Francis Ruffier-Monet a assisté à la cérémonie religieuse en compagnie de son porte-drapeau, auquel s'était joint celui du département voisin du Gers, porté par le délégué de ce département, Éric Foinet. Un hommage appuyé lui a été rendu par Francis Ruffier-Monet dans une homélie mettant en valeur les actions diverses des Forces navales françaises libres. Nous l'avons accompagné jusqu'à sa dernière demeure.

Raymond Guillassot

Né à Alger en 1922, Raymond Guillassot passe son enfance à Marseille, où il s'installe avec sa mère à l'âge de trois ans. Apprenti chez un artisan plombier après ses études primaires, il est embauché en 1936 à la Compagnie Transatlantique comme agent de pont, avant de servir à la restauration, sur les navires qui assurent la liaison avec l'Afrique du Nord.

Au début de 1940, il embarque à bord du *Ville d'Alger*, qui est réquisitionné comme transport de troupes pour l'expédition de Norvège.

En juin, alors qu'il fait route vers Alger, les autorités espagnoles découvrent dans ses affaires un livre « *compromettant* » durant un contrôle. De même, lors du voyage suivant vers les Antilles à bord du *Winnipeg*, il tente de rejoindre la France Libre et se fait remarquer en participant à un chahut en faveur du général de Gaulle. Ces deux affaires lui valent, à son retour à Marseille, d'être condamné à 6 mois de prison par la justice vichyste.

Décidant alors de s'enfuir, il réussit, après plusieurs vaines tentatives à rejoindre Gibraltar, d'où il embarque sur un bâtiment britannique à destination d'Alexandrie. C'est là qu'en août 1941, il s'engage dans les Forces aériennes françaises libres. Affecté au parc automobile de la base de Rayak, il effectue de nombreux transports entre le Levant et le *Western Desert*. Un jour, il est blessé au pied lors d'une attaque de convoi par l'aviation ennemie.

Détaché au bataillon du Pacifique, il ne peut le rejoindre, étant victime de la malaria. Puis on le nomme à l'escadrille *Normandie-Niemen*, mais il n'y reste pas. Parti pour l'Angleterre, il entre, le 1^{er} avril 1943, au groupe *Lorraine*, où il fait partie de l'équipage de Romain Gary et de Pierre Mendès France. Participant avec son groupe aux opérations de débarquement,

en juin 1944, il mène notamment une mission d'appui aérien au-dessus d'*Omaha Beach* et d'*Utah Beach*. En octobre 1944, les appareils du groupe s'installent à Vitry-en-Artois. C'est là qu'à l'occasion d'une permission, il rencontre sa future femme. Puis, au début de 1945, départ pour la Hollande, où il demeure basé jusqu'à la fin de la guerre.

Après sa démobilisation, il entre à la SNCF comme aiguilleur. Installé à Marseille avec sa femme et ses enfants, cinq ans plus tard, il y prend sa retraite en 1977. C'est là, qu'il est décédé le 6 novembre 2011.

Il était titulaire de la croix du combattant volontaire, de la médaille du combattant volontaire de la Résistance, de la médaille des évadés, de la médaille des services volontaires de la France Libre, de la médaille militaire des aviateurs du groupe *Lorraine*, de la médaille d'or de la SNCF pour faits de guerre.

Jean Heuzé

Nous apprenons le décès du capitaine de frégate (H) Jean Heuzé. Né le 26 mai 1920 à Fécamp, il est élève de l'École d'hydrographie de Paimpol en juin 1940. Quittant ce port clandestinement, il débarque à Falmouth le 20 juin et s'engage dans la France Libre le 1^{er} juillet.

Il suit alors les cours de l'*École navale* à bord du *Courbet* et du *Président Théodore Tissier* (1^{re} session), dont il sort aspirant en avril 1941. Puis il embarque sur les chasseurs 15 et 18, chargés d'escortes de convois et de patrouilles en Manche, entre mai 1941 et janvier 1942.

Détaché à la marine marchande, il embarque sur le transport *Cuba* (janvier 1942-février 1943), où il sert comme officier de quart, avant d'être nommé enseigne de vaisseau de 2^e classe le 15 avril 1942.

Il sert ensuite sur le sous-marin *Minerve* (février-octobre 1943), à bord duquel il mène des patrouilles à l'ouest de la Norvège, puis sur la corvette *Aconit* (novembre 1943-1946), avec laquelle il participe à la bataille de l'Atlantique, au débarquement de Normandie et à des escortes de convois en Manche et en mer d'Irlande.

Promu à la 1^{re} classe le 6 novembre 1943, il suit les cours de l'école des officiers canoniers en 1947 et sert sur le *Richelieu* (1948-1949), avant de prendre part à la guerre d'Indochine à la *Flottille amphibie*

d'Indochine sud (1949-1951) ; il commande l'engin de débarquement *LCT 696* et un groupe de patrouille maritime.

Promu lieutenant de vaisseau en janvier 1950, il sert successivement sur le croiseur *Gloire* (1951-1953), le dragueur océanique *Baccarat* (1956-1957) et le porte-avions *Belleau* (1959-1960, avant de devenir chef des 2^e et 3^e bureaux à la Préfecture maritime de Toulon (1960-1967) puis sous-chef d'état-major de la majorité générale (1967-1969). Promu capitaine de frégate en janvier 1968, il quitte le service actif le 1^{er} janvier 1969.

Il était officier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 avec une citation et de celle des TOE avec deux citations.

Pierre Lefranc



Pierre Lefranc.

Le 7 janvier 2012, notre camarade Pierre Lefranc nous a quittés. Voici ce qu'il écrivait dans une note autobiographique « *plutôt humoristique* » destinée aux Cadets de la France Libre en 2011 :

Pierre Lefranc, né en 1922, étudiant à l'École Libre des Sciences Politiques et à la faculté de droit, est l'un des organisateurs de la manifestation du 11 novembre 1940. Blessé et arrêté il est incarcéré d'abord à la Santé puis à l'infirmerie de Fresnes.

Sitôt libéré il franchit la ligne de démarcation et reprend ses études à Montpellier où il participe à la création du mouvement de résistance « Liberté » (prêche dans le désert) qui allait devenir « Combat » et qu'il retrouve à Lyon à la rentrée de 1942.

Impatient de rejoindre de Gaulle il s'évade en novembre par l'Espagne et sera incarcéré à la prison centrale de Barcelone, ensuite au camp de concentration de Miranda-de-Ebro jusqu'en mai 1943 « longue attente dans l'inconfort ».

Il gagne enfin l'Angleterre en juin et se voit affecté à l'École militaire des Cadets, le Saint-Cyr de la France Libre.

Sorti aspirant en juin 1944 il est volontaire pour une mission en France occupée d'encadrement des maquis. Il effectue ainsi des stages de spécialisation dans les « Special Training Schools » (STS) : sabotage, guérilla, opérations aériennes et passe son brevet de parachutiste « harcèlement continu ».

Déposé en France en août 1944 dans un important maquis de l'Indre, il organise et participe à une série d'engagements pour ralentir les forces allemandes du sud-ouest qui remontent vers l'est. Récupéré à la fin de ces opérations, il est envoyé avec le grade de lieutenant pour commander une compagnie des Forces Françaises de l'Intérieur devant la poche de Saint-Nazaire « séjours mouvementés ».

Rappelé à Paris en février 1945, il est volontaire pour rejoindre la 1^{re} Armée française et se trouve affecté à l'état-major du général de Lattre avec lequel il pénètre en Allemagne « parcours exaltant ».

Démobilisé en septembre 1945 il est nommé chargé de mission au ministère des Finances et à ce titre effectue une longue enquête à Madagascar et en Afrique centrale et de l'ouest. Il rejoint en 1947 le RPF, le mouvement créé par le général de Gaulle et y sera nommé délégué national aux jeunes et aux étudiants. Il est envoyé par le Général en Afrique centrale pour y implanter le mouvement « déplacements pittoresques ».

De 1957 à 1958 il occupe le poste de secrétaire général d'une organisation professionnelle ce qui lui donne l'occasion de plusieurs voyages aux États-Unis « rencontre avec l'informatique ».

En 1958 revenu au pouvoir, de Gaulle l'appelle à Matignon et lui confie les fonctions de chef de son cabinet. Puis il accompagne de Gaulle comme conseiller technique à l'Élysée « période lumineuse ».

En 1963 il est nommé préfet et occupe ces fonctions dans l'Indre, puis devient en 1965 président directeur général de la Sofirad qui regroupe les participations de l'État français dans des entreprises de radio et de télévision (Europe n° 1 – Radio Monte-Carlo – Sud Radio – Télévision libanaise) « activités passionnantes ».

En 1970 le Général lui confie la création de l'Institut Charles de Gaulle. En 1990 il met en place la Fondation Charles de Gaulle.

Pierre Lefranc a été l'un des fondateurs de l'Amicale des Cadets de la France Libre qu'il a présidée de 1950 à 2011.

Il a écrit de nombreux ouvrages ainsi que des articles et des dramatiques de télévision « années studieuses ».

En 1987, à sa retraite, il est nommé préfet honoraire « repos trompeur ».

Breveté d'état-major, ancien auditeur de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale, il était colonel honoraire.

Grand croix de la Légion d'honneur, grand croix de l'ordre national du Mérite, il était titulaire de la croix de guerre, de la médaille de la Résistance, de la médaille des Évadés et était commandeur du Royal Victorian Order britannique.

Le 11 janvier 2012, un hommage, émouvant par sa simplicité, lui a été rendu dans la bibliothèque qui porte son nom, au siège de la Fondation Charles de Gaulle. Son cercueil était gardé par deux Saint-Cyriens. Devant les membres de la famille, des compagnons et du personnel de la Fondation ainsi que des camarades Cadets de la France Libre, Monsieur

Olivier Germain-Thomas et le président Godfrain ont salué chez Pierre Lefranc, son courage et sa modestie, son efficacité, sa fidélité au général de Gaulle et aux valeurs de la République.

Le Bureau des Cadets de la France Libre

Pierre Récamier

Je voudrais exprimer à Madame Récamier, à ses enfants et tous ses amis la grande tristesse que j'éprouve à la mort de Pierre Récamier, tristesse à laquelle s'associent ses camarades de la France Libre. J'avais une grande considération pour Pierre, son courage, sa modestie et sa fidélité à ses camarades de combat.

En 1939, il est officier de la marine marchande. Comme enseigne de vaisseau de réserve, il participe à l'expédition de Norvège à bord du croiseur *Montcalm*. Après sa démobilisation, il reprend son service à la compagnie *Dreyfus* et profite de l'arraisonnement de son bâtiment en Afrique du Sud pour rallier les FNFL en mars 1941.

Il sert sur le *Commandant Duboc*, puis comme second de la corvette *d'Estienne d'Orves* en pleine bataille de l'Atlantique de 1941 à 1944. Nommé au commandement du chasseur *14 Dielette*, il participe aux opérations de débarquement en Normandie, avant de faire campagne en Indochine sur le croiseur léger *Triomphant*, à bord duquel il est blessé lors des opérations de débarquement à Haiphong. Il quittait le service actif en 1947 pour entrer comme pilote à la compagnie du canal de Suez. Tout au long de sa vie, il était resté très fidèle à l'association des marins de la France Libre. Je lui dois d'avoir prononcé, lorsqu'il était maire du 6^e arrondissement de Paris, une conférence très écoutée sur la bataille de l'Atlantique.

Il était commandeur de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre avec 4 citations et la médaille des blessés, mais d'une grande modestie qui mérite d'être soulignée.

VAE Chaline



Le Médaillon du Souvenir...

*Finition « bronze vieilli »
Diamètre 16 cm
Fourni avec vis de fixation*

Mme/Mlle/M. : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville : Pays :

Passer commande de médaillon(s) au prix de 45 € l'unité + 5 € de frais de port et joint à ce titre un chèque de €

DECES

- ABRIVAT André**,
le 31 décembre 2011
- AJACCIO Jean (1^{re} DFL)**,
le 22 février 2011 à Bastia (2B)
- ALHÉRITIÈRE Michel**,
le 2 janvier 2011
- BAILLAT Robert (FNFL)**,
le 3 décembre 2011
- BARLATIER Martial (501^e RCC, 2^e DB)**,
le 8 décembre 2011 à Camon (80)
- BIGOIN Marcel (FNFL)**,
le 12 décembre 2011
- BOULAIS Roger (1^{re} DFL)**,
le 23 novembre 2011 à Saint-Malo (35)
- BOURCART Guy**,
en octobre 2011
- BOUVIER Jean (FNFL)**,
le 29 janvier 2012
- BROUET Suzanne (épouse de Georges, FNFL)**,
le 27 août 2011 à Revesby (Australie)
- BRUGGER Jack (FAFL)**,
le 25 novembre 2011 à Cannes (06)
- CALEY Jean (FNFL)**,
en juillet 2011
- CROISY Marc (1^{re} DFL)**,
en septembre 2011 à Lisieux (14)
- DAULT Paul (FNFL)**,
en octobre 2011
- DEMOLINS Bernard (22^e BMNA, 1^{re} DFL)**,
le 3 février 2012 à Paris (75)
- DIDELOT Henri (1^{er} BIMP, 1^{re} DFL)**,
le 10 janvier 2011 à Taravao (Polynésie française)
- FALLOIS Théodore de**,
le 6 septembre 2010 à Paris (75)
- FILLIAT Gisèle (Volontaires féminines)**,
le 22 février 2012 à Paris (75)
- FOURÉ Michel**,
le 15 janvier 2011 au Coudray (28)
- FROMENT Alexandre (BCRA)**,
le 21 février 2012 à Montélimar (26)
- GATISSOU René (FAFL)**,
le 13 février 2012 à Chambourcy (78)
- GERVAUD Jacques Robert (FNFL)**,
le 6 mars 2012 à Monflanquin (47)
- GUEZOU Pierre (FNFL)**,
le 4 mars 2012 à Bordeaux (33)
- GUILLASSOT Raymond (FAFL)**,
le 6 novembre 2011
- GUYOT Georges-André (Turma-Vengeance, BCRA)**,
en février 2012
- HERRY Pierre (Cadets de la France Libre)**,
le 28 février 2012
- HEUZÉ Jean (FNFL)**,
en février 2012
- HUET Henri (1^{re} DFL)**,
le 4 février 2012 à Bordeaux (33)
- JAMBEL Paul (2^e DB)**,
le 23 décembre 2011 à Hayange (57)
- LACOMBE Albert (1^{re} DFL)**,
le 8 août 2011 à Bordeaux
- LAGOU Auguste (BIMP, 1^{re} DFL)**,
le 28 juin 2011 à Tonneins (47)
- LAPICQUE Georges (FNFL)**,
le 25 février 2012 à Paris (75)
- LART Marie-Thérèse (Veuve de Jean, 2^e DB)**,
le 3 Mars 2012 à Sainte-Foy-la-Grande (33)
- LEFRANC Pierre**,
le 7 janvier 2011 à Paris
- LE RETRAITE Guy (BM1, 1^{re} DFL)**,
le 7 mars 2012 à Marseille (13)
- LESAFFRE Robert (FNFL)**,
le 15 février 2010 à Sausset-les-Pins (13)
- MARVILLE Hubert (SAS)**,
le 12 mars 2012 à Senlis (60)
- MENARD Edmond (1^{er} RFM)**,
le 5 janvier 2011 à Boulogne-Billancourt (92)
- MERIC Marcelle (épouse de Georges, BCRA)**,
le 17 février 2012 à Toulouse (31)
- MICHEL Pierre**,
le 1^{er} septembre 2011
- MOLBERT Adrien (Train, 1^{re} DFL)**,
le 21 novembre 2011 à Mauléon-Licharre (64)
- MOLLARD René Raymond (FAFL)**,
le 2 janvier 2012
- MOREAU René (1^{re} DFL)**,
le 8 février 2012 à Vincennes (94)
- M^{me} NORDMANN Roger (1^{re} DFL)**,
le 26 février 2012 à Paris (75)
- NOYÉ Jean**,
le 8 novembre 2011 à Versailles (78)
- PELLETIER Marc (1^{re} DFL)**,
le 4 février 2012 à Osny (95)
- PRADO Raphaël (13^e DBLE, 1^{re} DFL)**,
en décembre 2011
- PURSON Jacqueline (épouse de Pierre, 2^e DB)**,
le 9 janvier 2012 à Chanteau (45)
- RÉCAMIER Pierre (FNFL)**,
le 24 novembre 2011 à Paris
- RENOUX Jean (101^e compagnie du train, 1^{re} DFL)**,
le 17 décembre 2011 à Schirmeck (67)
- SAUBAT Léon (1^{re} DFL)**,
le 26 février 2011 à Liesse-Notre-Dame (02)
- SCHILTZ Alain**,
le 8 décembre 2011
- SILVERSTON André (Train, 1^{re} DFL)**,
le 1^{er} janvier 2012 à Paris (75)
- SUDREAU Pierre (réseau Brutus)**,
le 22 janvier 2012 à Paris (75)
- TOUZAA Henri**,
en octobre 2011

Légion d'honneur :

Chevalier : Joseph Antoine Fratacci (13^e génie, 2^e DB)

Palmes Académiques :

Chevalier : Francis Ruffier-Monet (1^{er} RA, 1^{re} DFL)

Alpes-Maritimes

Au cours du 2^e semestre 2011, la délégation a participé à des cérémonies patriotiques et du souvenir dans plusieurs villes du département avec les membres du conseil d'administration, ses correspondants locaux et ses porte-drapeaux.

Les cérémonies

À Cannes, le colonel Albert Ordan, notre délégué suppléant, Christian Bridoux et Théodore Véran, porte-drapeau, ont participé aux cérémonies du 18 juin. L'Appel a été lu par Melles Sherine Sbaa et Shane Lombardo, du collègue Capron, parrainées par M. Molter, le principal du collègue. Une croix de Lorraine a été déposée en présence d'anciens combattants de la France Libre, des autorités civiles et militaires, d'associations patriotiques avec leurs porte-drapeaux

Le 15 août, jour anniversaire du débarquement en Provence, Albert Ordan était présent à Théoule-sur-Mer aux cérémonies du souvenir.

De même, le 9 novembre, des croix de Lorraine à la mémoire du général de Gaulle ont été déposées au pied de monuments aux morts, stèles des Français Libres et mémorial du Général, dans diverses localités.

À Antibes, Juan-les-Pins et environs, nos adhérents Raymond Bonnet et René Héren, anciens de la France Libre, ont représenté, avec le président Gérald Lacoste, notre association aux cérémonies traditionnelles annuelles.

À Nice, Pierre Morissée, délégué départemental de la Fondation de la France Libre, sa fille Geneviève, porte-drapeau, et Gérald Lacoste ont été invités par Christian Estrosi, maire de Nice, à inaugurer avec lui, le 18 juin, la statue du général de Gaulle¹, en présence d'Éric Ciotti, président du conseil général, du colonel Jean-Paul Mochin, DMD des Alpes-Maritimes, de députés, de membres du conseil municipal, de nombreux présidents d'associations patriotiques et d'anciens combattants avec leurs drapeaux.

Nous étions présents le 15 août au carré des fusillés de l'Ariane ; le 28 aux cérémonies de la libération de Nice ; le 9 novembre à la messe de requiem à la mémoire du général de Gaulle organisée par la Fondation ; le 11 novembre à la célébration du 93^e anniversaire de l'armistice de la guerre de 14-18, suivie d'une réception à la Préfecture.

Enfin, le 25 novembre, Gérald Lacoste et Pierre Morissée ont, à l'invitation de François Rabut, délégué aux anciens combattants de la municipalité de Nice, rendu

hommage aux maréchaux de France au square Alsace-Lorraine, avec dépôt de gerbes.

À Grasse, M^{mes} Labeau et Dallemer, membres de notre association, ont déposé le 18 juin une croix de Lorraine au monument aux morts.

À Guillaumes, le même esprit patriotique a animé notre adhérent André Galtier, participant à la Fondation et président d'une association d'anciens combattants. Il a participé avec la mairie à l'organisation et la mise en place de plusieurs cérémonies patriotiques dans le cadre des manifestations annuelles, notamment le 18 juin, le 9 novembre et le jour de la victoire.

Les actions de communication

Elles ont pour but de tisser et d'entretenir des liens entre les membres de notre conseil d'administration, nos délégués adjoints et nos correspondants locaux avec les autorités civiles et militaires du département, ainsi qu'avec des personnalités et des associations patriotiques locales qui partagent nos valeurs.

Cela est réalisé à Nice, Cannes, Menton, Grasse, Antibes, Juan-les-Pins et Guillaumes grâce aux actions de représentation et de participation de notre association aux travaux des comités locaux du concours départemental de la Résistance et de la Déportation, à l'organisation et à la distribution de prix aux lauréats, et à des exposés dans les lycées et collèges.

De plus, chacun participe dans son secteur géographique respectif à des assemblées générales ou des réunions d'associations patriotiques et d'anciens combattants auxquelles ils sont invités.

Décès : l'hommage à Robert Bineau

Président d'honneur de notre association départementale, Robert Bineau, compagnon de la Libération, nous a quittés le 18 novembre 2011.

Ses obsèques ont été célébrées en la basilique St-Michel à Menton. Une foule nombreuse d'amis et de personnalités s'y était pressés pour la cérémonie d'adieu. On a noté la présence du colonel Jean-Paul Mochin, de François Rabut, des représentants de la mairie de Menton et des présidents d'associations patriotiques avec leurs porte-drapeaux.

Aux côtés de Pierre Morissée, auquel était échu l'honneur de prononcer l'éloge funèbre, se tenait naturellement Gérald Lacoste, nouveau président de notre association. À l'issue de la cérémonie, les hon-

neurs militaires ont été rendus sur le parvis de la basilique.

Inhumé au cimetière du Trabuquet, à Menton, Robert Bineau était titulaire de nombreuses décorations : commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, médaille militaire, croix de guerre 39-45 (2 citations), médaille de la Résistance avec rosette, croix du combattant volontaire 39-45, médaille coloniale avec agrafes « Libye » et « Tunisie », médaille commémorative 39-45, médaille commémorative des services volontaires de la France Libre, *Silver Star* (USA).

Pierre Morissée

¹Fondation de la France Libre, n° 41, septembre 2011, p. 21.

Brésil

Le 1^{er} octobre, nous avons assisté, à l'invitation du major-brigadeiro do Ar Luiz Carlos Terciotti, « *commandante do 3^o Comar* », au changement de la garde d'honneur entre la marine et l'armée de l'air au Monument national aux morts de la Seconde Guerre mondiale.

Au cours de cette brillante cérémonie, nous avons procédé à la remise de la croix d'officier dans l'ordre national du Mérite à Osias Machado da Silva, ex-vétéran de la Seconde Guerre mondiale et ex-président du conseil délibératif de l'ANVFEB. Cette prestigieuse distinction lui a été décernée sur la réserve personnelle du Président de la République française pour récompenser la qualité des services rendus à notre pays et à l'attachement qu'il lui manifeste jusqu'à aujourd'hui.

Le parrain d'Osias Machado da Silva était notre sympathique ami Jean-Pierre Simonnot, en présence de nos illustres amis Jacques Boulieu et Jean-Claude Bernard, respectivement président et vice-président de l'Association de l'ordre national du Mérite au Brésil. Le décret de nomination, signé du Président de la République, a été lu en français par Roland Melo, suivi de sa traduction en portugais par un officier brésilien. Un parterre étoilé de 23 officiers généraux de l'armée de l'air assistait à la cérémonie

Le 11 novembre, nous avons commémoré l'armistice : dans la matinée, à Praça Mauá, en présence du « *vice almirante Carlos Augusto de Sousa, commandante do 1^o distrito naval* », et au cimetière São João Batista de Botafogo, devant le mausolée de l'AFAC, en présence de Jean-Paul Moyret, consul général de France, et d'une délégation d'élèves conduite par Jean Stephan, professeur du lycée Molière ; dans l'après-midi, au 6^e étage de la

Maison de France, devant les plaques commémoratives des morts pour la France, en présence de Jean-Paul Moyret.

Le 20 novembre, à l'invitation d'Ignacy Felczak, président de l'Association des ex-combattants de Pologne, nous avons participé, au monument national aux morts de la Seconde Guerre mondiale, au Jour du soldat polonais, en présence de S.E. Stanislaw Ciechanowski, ministre des Anciens Combattants, de S.E. Jacek Junosza, ambassadeur de Pologne, de Krzysztof Gieranczyk, premier conseiller d'ambassade, de Jacek Such, consul général de Pologne et du CV Janusz Palka, attaché de défense. La cérémonie a été suivie d'une messe en l'église polonaise de Botafogo.

Roland Melo

Eure



Fabienne Buccio, le représentant de la Résistance intérieure, Marcel Lépinay et Charles Bracquart félicitent un lauréat.

Le 8 juin 2011, à la Préfecture de l'Eure, à Évreux, s'est tenue la remise des prix du Concours National de la Résistance et de la Déportation, en présence de M^{me} le préfet, Fabienne Buccio, du représentant de la Résistance intérieure, du directeur du service départemental de l'ONAC, Marcel Lépinay, des autorités civiles et militaires, des associations d'anciens combattants, de M. le président du Souvenir Français et de nombreux drapeaux.

Charles Bracquart

Haut-Rhin

Office religieux à la mémoire du général de Gaulle le 9 novembre 2011 à Mulhouse

Les représentants haut-rhinois de la Fondation de la France Libre ont organisé leur traditionnel culte en mémoire du général de Gaulle.

Roland Keidel, délégué de la Fondation de la France Libre du Haut-Rhin, a accueilli

M^{me} Béatrice Lagarde, sous-préfet de Mulhouse, les représentants des associations patriotiques avec les emblèmes et un nombreux public.

Pour ce moment de recueillement à la mémoire de l'ancien président de la République et chef des Français Libres, le pasteur Philippe Aubert a fait sa prédication, puis Roland Keidel a rendu hommage à François Bigo (mort en 1944), Roger Furst (mort en 1972), Jeanne Helbling (morte en 1985), Robert Lynen (mort en 1944) et Alfred Reilinger (mort en 1968), Français Libres alsaciens et de cœur.

Cérémonie du dimanche 13 novembre 2011 à Mooslargue

À Mooslargue, au monument aux morts, la commémoration du 93^e anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918 s'est déroulée en présence d'une nombreuse assistance.

Sur l'initiative de la délégation, un hommage a été rendu à Justin Dangel, natif de cette commune, marin dans les FNFL, compagnon de la Libération.

Sous la présidence de M. Yves Camié, sous-préfet d'Altkirch, des représentants d'élus, un détachement du Centre de la Préparation militaire marine de Belfort, en tenue, des amicales d'anciens marins, le délégué du commandant de la marine de la région Alsace, le délégué militaire départemental du Haut-Rhin, les anciens combattants, 25 drapeaux, dont ceux des trois ordres nationaux, ont écouté avec respect Roland Keidel donner lecture de la biographie et des valeurs de l'engagement de Justin Dangel.

Une délégation du conseil municipal d'Harméville (Haute-Marne) – lieu d'inhumation de l'intéressé – et des membres de la famille de M. Dangel ont fait le déplacement pour cet hommage.

Quatre cents personnes, un soleil radieux, des dépôts de gerbes, malgré un vent glacial, un vin d'honneur où M. le maire de Mooslargue a relevé l'initiative de Roland Keidel, exemplaire, pour cet hommage.

Une belle journée de recueillement.

Roland Keidel

Isère

Le 4 novembre 2011, à l'occasion du 67^e anniversaire de la remise de la croix de la Libération à la ville de Grenoble et de l'hommage rendu chaque année aux troupes de montagne, une plaque rendant hommage au bataillon de chasseurs de la

France Libre (bataillon de Camberley) a été dévoilée sur le site du Mémorial national des troupes de montagnes au Mont Jalla.



Crédit photo : Philippe Blanc

En présence du préfet de l'Isère, du maire de Grenoble, du général commandant la 27^e brigade d'infanterie de montagne, du président de l'Union des troupes de montagnes, des unités de la 27^e BIM et des représentants du monde combattant, la plaque a été dévoilée par le colonel Fred Moore, chancelier de l'ordre de la Libération, et Henri Écochard, vétéran du bataillon de chasseurs de Camberley et de la 1^{re} DFL.



Crédit photo : Philippe Blanc

Henri Écochard, vétéran du bataillon de chasseurs de Camberley et de la 1^{re} DFL.

De juillet 1940 à mai 1941, ce bataillon, encadré par les 61 chasseurs alpins ralliés à la France Libre le 29 juin 1940, après la campagne de Norvège, a formé cinq cent deux élèves gradés, issus des jeunes Français ayant rejoint l'Angleterre fin juin 1940.

À l'initiative du délégué pour l'Isère de la FFL, ce projet a pu être mené à bien grâce à la participation financière de la Fondation de la France Libre, du Souvenir Français, de l'amicale des anciens, du 6^e BCA et de celle de la 1^{re} DFL.

Merci à tous.

Philippe Blanc

Lot-et-Garonne



Sandrine Bru, directrice de l'ONAC, à droite, prononce quelques mots aux côtés du maire de Villeneuve-sur-Lot, Jérôme Cahuzac. À gauche, on reconnaît F. Ruffier Monet (F.P.).

On ne présente plus Francis Ruffier-Monet, en particulier dans les établissements scolaires du département. Et c'est justement dans un lycée, le Leygues, que Sandrine Bru, directrice départementale de l'Office national des anciens combattants vient de remettre la médaille de bronze de l'ONAC à « *cet infatigable travailleur au nom du devoir de mémoire. Un travail indispensable pour que tous ces jeunes ne perdent jamais la mémoire de ce qui s'est passé dans notre histoire* ». Un devoir que Francis Ruffier-Monet « *à maintenant 89 ans* » continue d'effectuer sans faiblir, et de remercier « *ces jeunes lycéens, la garde prétorienne de notre histoire. Ce sont eux qui prendront ensuite le relais de la transmission de cette mémoire* ». Car comme Francis Ruffier-Monet l'a souvent dit et expliqué, « *dans la vie, on meurt deux fois. La première quand la vie nous quitte, la seconde quand on ne parle plus de vous. Or ces hommes et femmes qui se sont battus pour nous ne méritent pas de mourir une seconde fois* ». Une nouvelle médaille, donc, et qui met ainsi en avant tout le travail effectué auprès des jeunes générations.

Extrait de La Dépêche

Toulon-Var

Conférence au lycée Dumont d'Urville de rescapés de camps de concentration et d'extermination



Le mercredi 11 janvier 2012, au lycée Dumont d'Urville, des membres du jury varois du Concours National de la Résistance et de la Déportation, l'inspection d'Académie, sous l'impulsion de M^{me} Feller, des enseignants ont consacré une matinée à rassembler des témoignages sur la Résistance dans les camps.

Des témoignages de survivants de Mauthausen, Buchenwald, Ravensbrück et un film sur le camp de Mauthausen ont permis de nombreuses questions.

La délégation du Var s'est associée à cette initiative au lycée toulonnais et d'autres membres faisaient le même travail au lycée du Val d'Argens au Muy en Provence.

La documentation proposée par l'inspecteur d'académie avait pour finalité d'aider les futurs participants à un travail personnel de mémoire.

Quatre-vingts élèves ont posé des questions et écouté ces témoignages poignants.

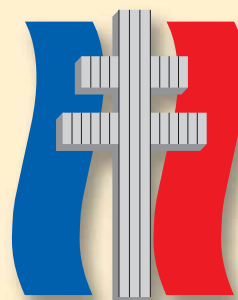
Des larmes ont été inévitables lors des témoignages de solidarité des anciens déportés...

Le sujet 2011-2012 « *Résister dans les camps nazis* » a permis au représentant de notre Fondation d'expliquer qui étaient les « *Résistants de l'extérieur* », les Français Libres.



Les futurs lauréats ont été invités par le délégué de la FFL à réagir face au découragement et à s'investir dans nos fondations pour la pérennité du Concours et pour ne pas oublier cette histoire contemporaine au cours de laquelle la France fut portée par des jeunes, à peine plus âgés qu'eux, durant la Seconde Guerre mondiale.

Michel Magnaldi



LA FONDATION A BESOIN DE VOUS ...

SANS VOTRE ENGAGEMENT RIEN NE SERAIT POSSIBLE.

Depuis longtemps ou plus récemment, vous avez rejoint notre Fondation et nous vous en remercions.

L'année 2012 sera l'occasion de commémorer le « *70^e anniversaire de la bataille de Bir Hakeim* ». Notre Fondation s'y prépare, intellectuellement et matériellement. L'appui du ministère de la Défense est assuré. Il est nécessaire mais non suffisant. Il nous faut donc trouver d'autres ressources afin de donner à l'événement une vraie portée nationale et internationale. C'est pourquoi, nous nous rapprochons de vous pour solliciter votre concours, votre aide et vos dons, dans la mesure de vos possibilités. D'avance merci.

Je joins ma participation à vos actions, et vous prie de trouver un chèque de€ à titre de don à l'ordre de :

FONDATION DE LA FRANCE LIBRE
59 rue Vergniaud - 75013 PARIS

Je recevrai, en retour, un reçu fiscal déductible de mes impôts sur le revenu 2012.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel :

70^e anniversaire de la création du SAS

Au mois de juillet 1941 après le licenciement de la *Lay Force* et du commando 8 auquel il appartenait, et frappé par le manque d'efficacité d'opérations menées sur une trop grande échelle, David Stirling présenta un nouveau projet au général Auchinleck.

Ce dernier, ouvert à toute nouvelle idée dans la situation combien difficile dans laquelle se trouvait l'état-major allié à l'époque, autorisa David Stirling à mettre sur pied son projet qui devait prendre le nom de *L detachment* de la brigade SAS.

Le premier effectif de ce qui devait devenir les SAS comprenait sept officiers et soixante hommes qui partirent s'installer à Kabrit.

Cherchant à s'étoffer, David Stirling eut connaissance de la présence au Moyen Orient de la 1^{re} compagnie de l'air du capitaine Bergé qui se trouvait sans activité. L'histoire veut que le général de Gaulle accepta de lui détacher cette unité après qu'il eût appris que David Stirling était écossais et non anglais !

C'est ainsi que Georges Bergé est considéré comme l'un des « *originals* » et que son portrait figure parmi ceux des autres au mess des officiers du 22^e SAS à Hereford.

Pour commémorer ce 70^e anniversaire, la *SAS Regimental Association* et le 22^e SAS avaient convié les vétérans de la 2^e Guerre mondiale à une réunion aux *Stirling Lines*, à Hereford, siège du 22^e SAS.

Le programme comprenait :

Samedi matin, cérémonie au monument aux morts au cours de laquelle le prince William devait dévoiler les plaques portant les noms de tous les SAS britanniques tués au combat.

Samedi après-midi, barbecue géant avec présentation de divers matériels très sophistiqués.

Le soir, grand dîner de plus de trois cents personnes au mess des sous-officiers, en ouverture duquel le colonel William, commandant le 22^e SAS devait lire la lettre reçue du colonel Baratz, commandant le 1^{er} RPIMA de Bayonne. Dans cette lettre, le colonel Baratz rappelle que le 1^{er} RPIMA est l'héritier des traditions des régiments SAS et qu'il a la garde de leur drapeau. Il rappelle comment les SAS ont pu devenir la base de référence sur laquelle les forces spéciales du monde entier cherchent à s'aligner.

Il lui dit combien rares sont les unités qui peuvent se comparer aux performances du régiment SAS et combien ils regardent avec respect et admiration les réalisations de ce qu'ils aiment à considérer comme leur unité parente.

Le dimanche, service religieux au cours duquel Philippe Reinhart a pu lire la prière de Zirnheld en anglais.

Enfin déjeuner au mess des officiers avant le départ.

Marc Loi raconte :

« Quittant la terre de France le 5 août, pour commémorer le 70^e anniversaire de la création du SAS par David Stirling, les quelques vétérans Free French au nombre de six (Pierre Cohen, Georges Courant, Jean Cayron, René Giguelay, Philippe Reinhart et moi même) se sont retrouvés dans la joie au rassemblement prévu à Londres avec les SAS britanniques.

Après une collation bien appréciée, départ à 14 heures dans un car confortable pour un trajet de trois heures et demi jusqu'au camp de Hereford (Stirling Lines), quartier-général du 22^e SAS, pour un séjour de trois jours.

Malgré les difficultés de langage pour beaucoup, nous avons eu un contact enthousiaste avec nos camarades britanniques (cent vingt) venus de tous les coins du pays, ainsi que deux SAS belges. Dans son discours de bienvenue, le colonel commandant le régiment a fait honneur à notre présence et à ce que nous représentions pour les SAS actuels.

Le prince William, petit-fils de la Reine, et son épouse, très sympathiques, ont été présents toute la journée, prenant le repas parmi nous. Je leur ai été présenté personnellement et j'ai pu m'entretenir quelques instants en français avec eux.

Puis nous avons pu assister à la présentation de matériels très sophistiqués ; j'ai même pu faire un essai de tir sur des cibles avec une arme toute nouvelle, Cayron ayant, lui, pu essayer un casque spécial pour la vision nocturne.

Dans ce contexte, ce camp très étendu, où habitent d'ailleurs certaines familles, est évidemment particulièrement surveillé et protégé.

Après ces trois jours inoubliables, des échanges d'adresses et avoir reçu des cadeaux, nous avons quitté Hereford et l'Angleterre pour réintégrer la France après, pour certains, quelques péripéties. »



ABONNEMENT - ABONNEMENT - ABONNEMENT - ABONNEMENT

ABONNEZ-VOUS A LA REVUE DE LA FONDATION DE LA FRANCE LIBRE

M^{me}, M^{lle}, M. :

Adresse :

Code Postal : Ville :

- Désire s'abonner à la revue de la Fondation de la France Libre pour 1 an (4 numéros)
 Désire offrir l'abonnement à la revue de la Fondation de la France Libre pour 1 an (4 numéros)

Je joins à cet effet un chèque de 15 € (par abonnement) libellé à l'ordre de :

FONDATION DE LA FRANCE LIBRE
59 rue Vergniaud – 75013 PARIS

*(il est impératif de souscrire un abonnement
pour recevoir la revue de la Fondation de la France Libre)*

Le site de l'ADFL tisse sa « toile » inter-générationnelle

« Maintenir un lien étroit entre anciens compagnons d'armes, perpétuer le souvenir des campagnes et des faits d'armes de la 1^{re} DFL et honorer la mémoire de ses morts » ; « recréer l'atmosphère de camaraderie, d'union, de solidarité, de loyauté, de désintéressement qui fut celle de la 1^{re} DFL et que soit mieux connu le passé de gloire édifié en commun, au prix de tant de pertes, de tant de peine et pour qu'en tout cas ils ne soient jamais oubliés » (Statuts de l'Amicale de la DFL, 1951).

C'est sur cette profession de foi que s'est fondée en janvier 2010 la création du site internet www.1dfl.fr. Labellisée dans le cadre des actions commémoratives et culturelles liées au 70^e anniversaire de l'Appel du 18 juin, cette initiative a été impulsée par deux descendantes d'anciens de la DFL : Blandine Bongrand Saint Hillier et Florence Roumequère. En effet, depuis le congrès de 2005, l'Amicale s'est ouverte aux descendants et sympathisants des anciens de la division, marquant ainsi sa volonté de transmettre la « flamme » aux générations suivantes. Présenté au congrès de l'Amicale 2010 par notre regretté président André Quelen, le site fut adopté à l'unanimité par son assemblée générale, en tant qu'outil de communication externe de l'ADFL.

Après deux ans d'existence, cette plate-forme de connaissances sur l'histoire et la mémoire de la division et de ses anciens a connu un développement rapide de ses contenus, de son audience (cent quatre-vingt-dix mille pages vues en 2011 et une moyenne de quatre-vingts visites par jour depuis début janvier 2012) mais aussi de ses coopérations : coopération avec notre bureau de l'Amicale qui ouvre et valorise ainsi ses archives jusque-là inédites ou inconnues du grand public ; avec les anciens, leurs familles, adhérents ou sympathisants qui nous communiquent leurs souvenirs, mais encore avec la Fondation de la France Libre, dans la perspective de travaux communs liés à la commémoration du 70^e anniversaire de Bir Hakeim.

De nouveaux projets collaboratifs ont été récemment développés au sein du site : une carte des Chemins de mémoire de la DFL, deux revues de presse (France Libre/DFL et 70^e anniversaire de Bir Hakeim) et une banque photographique (actuellement en reconstruction après avoir connu un « désastre » informatique...). Enfin, pour compléter ce panel d'outils de communication :

une lettre électronique diffusée aux adhérents comme au grand public permet de suivre l'évolution du site et de valoriser ses contenus autour d'un dossier thématique illustrant le parcours ou les unités de la DFL, une adresse électronique permettant par ailleurs de recueillir et de traiter les nombreuses questions posées par nos visiteurs.

L'épopée de la DFL fut d'abord une belle aventure humaine, fraternelle et collective; nous espérons que ce projet de mémoire continue de s'enrichir en restant fidèle à cet état d'esprit et que les jeunes générations y trouvent l'inspiration à travers l'exemple de leurs aînés.

Florence Roumequère
Responsable du site internet www.1dfl.fr
Contact : 1eredfl@laposte.net

The screenshot shows the homepage of the website. At the top, it says 'BIENVENUE sur le site de l'Amicale des Anciens de la 1ère DFL'. Below this, there are three images: a circular emblem, a military medal, and a group photo. The main content area is divided into sections: 'ACTUALITE DE L'AMICALE' with bullet points about joining the amicale and a recent congress; 'AGENDA' with details for a conference on 16 March 2012; and a right-hand sidebar with navigation links like 'ACCUEIL - ACTUALITES', 'LE SITE RECOE D'EMPLOI', 'QUI SOMMES NOUS?', 'NOS RENCONTRES', 'FAIRE PART', 'NOS PUBLICATIONS', 'LETTRES du site Internet', 'VOS PREMIERS PAS EN TERRE DFL', 'ENTREZ DANS L'HISTOIRE avec le Gal Saint Hillier', 'LES HOMMES DE LA DFL', 'DECouvrez SES UNITES', 'EN ROUTE AVEC LA DFL', 'PARTAGEONS NOS MEMOIRES I', 'Lieux de mémoire, lieux de rencontres', 'Inaugurations 2011', 'Chemins de mémoire - la carte', '1 DE LA DFL', and 'LA BANQUE PHOTO'.

Visitez notre site :
www.france-libre.net

Une innovation au Club

Un dîner-concert avec Lydie Solomon

Le 17 novembre, le club Essec a rassemblé à la Fondation une centaine de participants, parmi lesquels des personnalités connues : André Santini et Pierre-André Wiltzer, tous deux anciens ministres du gouvernement Raffarin, Orlando Requeyro-Gual, ambassadeur de Cuba, Christian Funck-Brentano, professeur de pharmacologie au groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière, le docteur Dominique Ponvert de l'Institut Curie, Christian Jean, ancien directeur à la Société Générale, Denis Dupays, ancien directeur des chœurs de Radio-France, Michel Semartzidis, directeur de la trésorerie de la banque de développement du Conseil de l'Europe... et le général Bertrand-Louis Pflimlin, ancien commandant de la brigade franco-allemande, conseiller au cabinet du secrétaire d'État à la Défense (*il a été l'élève du général Robert Bresse*).



Remise de la médaille de l'Essec à André Santini. À ses côtés, Henri Bouvet, Orlando Requeyro, Pierre-André Wiltzer, D. Chenain, F. Dutreil, A. Fougères.



Lydie Solomon.

Lydie Solomon a donné son premier récital à l'âge de dix ans en Belgique et son premier concert à treize ans, avec l'orchestre de la Garde républicaine (diffusé sur France Musique). Elle a obtenu à 18 ans un premier prix de piano avec mention « très bien » au Conservatoire national supérieur de Paris. Lydie a donné de nombreux concerts, en récital (La Charité-sur-Loire, Silly, Madrid...) et en musique de chambre (Annecy, Biarritz, La Chaise-Dieu, Val d'Aulnay). Elle a effectué une tournée en Corée du Sud pour des récitals, à Séoul et Daejeon, retransmis à la télévision et à la radio.

À tout juste 30 ans, Lydie Solomon a déjà un parcours artistique complet. Elle vient d'enregistrer un CD salué par les critiques musicaux, après avoir rempli la salle Gaveau lors d'un récital le 11 mai. Elle se prépare à donner une série de concerts à Cuba au mois de mai 2012.

Avant le dîner, les participants, tout en dégustant un champagne rosé Veuve Clicquot « Cave Privée 1989 », ont pu écouter avec ravissement un récital de piano « Eldorado » : un voyage musical dans l'univers hispanique depuis l'Espagne baroque jusqu'à l'Argentine contemporaine. Car, parallèlement à sa carrière de pianiste, Lydie Solomon a intégré l'Essec où elle a obtenu un MBA en 2006. Le club Essec avait fait livrer un piano Steinway pour écouter jouer sa charmante camarade.

Au cours de cette soirée, André Santini a reçu la médaille de l'Essec des mains d'Henri Bouvet, président d'honneur d'Essec Alumni et ancien député à l'Assemblée nationale. André Santini, ancien ministre et ancien vice-président de l'Assemblée nationale, est aujourd'hui, maire d'Issy-les-Moulineaux, député des Hauts-de-Seine, président du conseil de surveillance du Grand Paris, maître de conférences à l'Université de Paris (il est docteur en droit, diplômé de Sciences Po et de japonais). Mais il a surtout construit sa réputation dans la salle des quatre colonnes de l'Assemblée nationale par ses jeux de mots à destination de ses opposants sans épargner ses amis. Élu plusieurs fois comme le député le plus drôle, il n'est jamais méchant.

Voici quelques-unes de ses citations :

« Avant, le gouvernement allait dans le mur, maintenant il klaxonne ». « Le Premier ministre avait souhaité un gouvernement ramassé, il a parfaitement réussi ». « La droite a touché le fond de la piscine, maintenant elle creuse ». « Barre, c'est mon compagnon de chambre, il dort à côté de moi à l'Assemblée ». « À force de descendre dans les sondages, il va finir par trouver du pétrole ». « La différence entre un cocu et un député, c'est que le premier n'est pas obligé d'assister à la séance ». « La preuve que le Pape ne connaît rien au préservatif, c'est qu'il l'a mis à l'index ». « Choisir, c'est se priver ».



Henri Bouvet et le général Bertrand-Louis Pflimlin.

Une soirée extraordinaire organisée en partenariat avec Veuve Clicquot, Hennessy, Havana Club de Pernod-Ricard, ST Dupont et Coprova.

Les déjeuners et dîners débats des Amis de la Fondation Charles de Gaulle

Le Club de la France Libre a ouvert les célébrations du 70^e anniversaire de Bir Hakeim, vendredi 20 janvier 2012. À la demande des Amis de la Fondation Charles de Gaulle, François Broche, écrivain et journaliste, membre du Bureau et du Comité scientifique de la Fondation de la France Libre, a prononcé une conférence sur la bataille.

Parmi ses nombreux ouvrages, citons notamment *Le Bataillon des guitaristes* (1970), *L'Épopée de la France Libre* (2000), *Bir Hakeim, la France renaissante* (2003), *Bir Hakeim* (2008) ou le *Dictionnaire de la France Libre* (2010).



François Broche et Michel Anfrol, président des Amis de la Fondation Charles de Gaulle.



Edgar Tupët-Thomé, compagnon de la Libération, et son épouse Geneviève.



De gauche à droite : Jean-Mathieu Boris, Roger Nordmann et Pierre Simonet.

Anciens et passionnés sont venus nombreux assister à cet événement, qui inaugure le cycle des manifestations commémoratives, dont le point culminant sera la quinzaine du 27 mai au 11 juin.

Après la conférence, l'auteur a dédié son ouvrage : *Bir Hakeim, la France renaissante*.



Jacques Godfrain, Evelyn Mesquida et Michel Anfrol.

Le jeudi 9 février 2012, Evelyn Mesquida, journaliste, est venue parler de *La Nueve, 24 août 1944 : ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, ouvrage paru en espagnol en 2008 et qui a fait l'objet d'une traduction en français en 2011.

Contraints, comme tant de leurs compatriotes, de fuir l'Espagne après trois années de lutte contre les forces franquistes, ces hommes sont en Afrique du Nord quand le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 leur permet de reprendre le combat contre les alliés allemands et italiens de Franco. Plutôt que de servir dans l'armée d'Afrique giraudiste, ils choisissent de combattre dans les Corps francs d'Afrique. Puis, quand ceux-ci sont dissous, ils optent pour les Forces françaises libres.

Très vite, ils constituent l'une des principales nationalités du régiment de marche du Tchad (RMT), unité emblématique de la 2^e DB du général Leclerc, singulièrement à la 9^e compagnie du capitaine Raymond Dronne, qui y gagne significativement le surnom de « *Nueve* ». Après les combats meurtriers de Normandie, la *Nueve* entre la première dans Paris. Puis elle prend part aux combats victorieux de la 2^e DB dans les Vosges, en Alsace et en Allemagne, jusqu'au nid d'aigle d'Hitler, à Berchtesgaden.

Demain au Club

Jeudi 19 avril 2012

Dîner-débat avec Gérard Bardy et Laurent de Gaulle sur Charles le Catholique : De Gaulle et l'Église.

Samedi 12 mai 2012

Déjeuner-débat avec Patrick Seblin, Raphaël Dargent et Michel Anfrol sur les écrivains et de Gaulle pendant la guerre, en France et hors de France.

Mercredi 30 mai 2012

Soirée Bir Hakeim, dans le cadre des célébrations du 70^e anniversaire de la bataille.

Samedi 16 juin 2012

Notre traditionnel dîner du 18 juin.

Dans l'un des derniers lieux emblématiques à Paris, le **Club de la France Libre** organise vos déjeuners et dîners, réunions et séminaires ...



PARKING



- Ouvert tous les jours pour déjeuner
- Le soir sur réservation à partir de 25 personnes

Fermeture : dimanche et lundi

Club de la France Libre - 59 rue Vergniaud 75013 PARIS ☎ 01 53 62 81 81

Contact groupe : ☎ 01 53 62 81 83 📠 01 53 62 81 80 - e.mail : fondation.fl@free.fr

GROUPE DASSAULT

[future now]

Aéronautique

Développement

Recherche

Haute Technologie

Presse

Informatique

Electronique

Multimédia



GROUPE DASSAULT

Résolument tourné vers l'avenir, le Groupe Dassault prouve chaque jour son audace et sa créativité en innovant dans tous les secteurs de la haute technologie. Parce que le futur commence maintenant le Groupe Dassault invente chaque jour.

www.groupedassault.com